

AMNESTY

LE MAGAZINE DES DROITS HUMAINS

N° 96
Mars 2019

YÉMEN : LA GUERRE IGNORÉE

VENEZUELA
L'art de survivre

MAROC
Un tajine saveur espoir

AMNESTY
INTERNATIONAL 



AGIR CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES FAITES AUX FEMMES !

CONFÉRENCE ANNUELLE 2019

La Conférence annuelle & Assemblée générale 2019 d'Amnesty Suisse aura lieu les 4 et 5 mai à l'Union postale universelle à Berne.

Devenez membre aujourd'hui et participez à toute la Conférence annuelle.

Inscription :
jusqu'au 24.03.2019 sur amnesty.ch/ag

Dépôt des motions et postulats :
jusqu'au 08.03.2019 à l'adresse ag@amnesty.ch

Une table ronde publique, des ateliers et une action seront organisés autour du thème **Agir contre les violences sexuelles faites aux femmes.**

Amnesty s'engage pour faire respecter les droits des femmes, qui sont des droits humains !

Selon un sondage mené dans l'Union européenne, une femme sur dix a subi des violences sexuelles. La situation en Suisse est également très préoccupante. Avec la campagne #MeToo, il est devenu clair à quel point ce thème est important et qu'il est nécessaire d'agir ! Comment la société suisse peut-elle innover pour lutter contre ce fléau ? Des expert-e-s et des militant-e-s de la société civile se réuniront à Berne pour lancer la grande campagne 2019 d'Amnesty.



Photo de couverture

Une femme originaire d'Hodeïda a fui les affrontements pour se réfugier dans la capitale Sanaa. Depuis le début de la guerre, quatre millions de personnes ont dû abandonner leur domicile.

© REUTERS/Mohamed al-Sayaghi

OUVERTURES

- 4 **Éditorial**
- 5 **Good News**
- 6 **En image**
- 7 **En bref**
- 9 **Opinion**
Le sang de l'exil

POINT FORT

Yémen: la guerre ignorée



© REUTERS/Natf Rahma

La guerre qui oppose les rebelles houthis aux forces gouvernementales et à une coalition dirigée par l'Arabie saoudite a fait 57 000 mort-e-s, dont de nombreux civil-e-s, et affamé deux millions d'enfants.

- 12 **De la guerre civile à la tempête décisive**
Samir Mokrani, anthropologue spécialiste du Yémen, revient sur les racines du conflit et les intérêts en jeu.
- 15 **L'enfance rongée par la faim**
Le prix des aliments atteint des sommets. Deux millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë.
- 17 **De l'art dans les décombres**
Murad Subay transforme les ruines de son pays en œuvres d'art. Rencontre au Caire.
- 19 **Un négoce sanglant**
Les pays occidentaux, dont la Suisse, fournissent des armes à la coalition responsable de nombreux crimes de guerre. Enquête.
- 21 **La détresse des déplacé-e-s**
Shabia Mantoo, responsable du Haut Commissariat pour les réfugiés décrit la situation intenable des réfugié-e-s internes.
- 22 **« La paix est possible »**
La défenseuse des droits humains Radhya al-Mutawakel fait part de ses espoirs pour son pays.

ÉCLAIRAGES

- 24 **LGBTI**
L'islam instrumentalisé
- 26 **Maroc**
Un tajine saveur espoir
- 28 **Venezuela**
L'art de survivre

Le quotidien des habitant-e-s de Caracas est devenu un angoissant marathon. Reportage.
- 30 **Syrie**
Les mots de Bachar pour dire le mal

© Juan Pablo Cohen/La Opinión

ÉCHOS

- 32 **Couvertures**
Le périlleux chemin vers la liberté
Un amour solaire
Manuel pour garçons libres et heureux
- 33 **Couvertures**
Incertitudes et désillusions tunisiennes
La cohabitation des mort-e-s et des vivant-e-s
- 34 **BD**
Par Albertine Mermet
- 35 **Interview**
Nadia Boehlen
De la lumière dans l'âpreté d'une vie
- 36 **Espace fiction**
« Je commence l'EPFL »

ACTION

- 39 **PortrAlt**
Étienne Dubuis, un reporter à l'écoute des migrant-e-s

Impressum : AMNESTY, le magazine des droits humains paraît tous les trois mois. N°96, mars 2019. AMNESTY est le magazine de la Section suisse d'Amnesty International. En tant que journal généraliste des droits humains, AMNESTY est amené à traiter de sujets qui ne reflètent pas toujours strictement les positions de l'organisation. Amnesty International a adopté un langage épicène: plus d'informations sur www.amnesty.ch/epicene **Éditeur :** Amnesty International, Section suisse, 3001 Berne, tél. 031 307 22 22, fax: 031 307 22 33, e-mail: info@amnesty.ch **Rédaction :** AMNESTY, Rue de Varembe 1, 1202 Genève, tél. 021 310 39 40, fax 021 310 39 48, e-mail: info@amnesty.ch **Administration :** Amnesty International, Case postale, 3001 Berne. Veuillez svp indiquer le n° d'identification qui se trouve sur l'étiquette lors de paiements ou de changements d'adresse. Merci! **Rédactrice en chef :** Julie Jeannot **Journaliste RP :** Jean-Marie Banderet **Rédaction :** Nadia Bohlen, Clara Bryois, Sabine Eddé, Candice Georges, Paolina Hurlimann, Stéphanie Janssen, Anaïd Lindemann, Noémie Matos, Déo Negamiyimana, Bénédicte Savary, Amandine Thévenon **Corrections :** Joseph Christe, Nicole Edwards, Marga Voelkle **Ont également participé à ce numéro :** Markus Bickel, Geneviève Garigos, Aline Jaccottet, Ralf Kaminski, Manuela Reimann Graf, Cornelia Wegerhoff **Diffusion :** membres (dès cotisation de 30 francs par an) **Le magazine AMNESTY est disponible en ligne :** issuu.com/magazineamnestysuisse **Conception graphique :** www.muellerluetolf.ch **Mise en page :** Atoll « îlots graphiques » Catherine Gavin **Impression :** Stämpfli, Berne **Tirage :** 36052 exemplaires.



© Benoit Jeannet

Dans l'Antiquité, on surnommait le Yémen «l'Arabie heureuse». La fertilité de ses hauts plateaux faisait rêver. De plus, sa position sur le détroit de Bab-el-Mandeb lui donnait un avantage stratégique pour contrôler la navigation.

Triste prophétie. Bab-el-Mandeb signifie en arabe «la porte des larmes». La

région est déchirée par un combat qui oppose les rebelles houthis aux forces du président Hadi, appuyé par une coalition de pays arabes sunnites. Depuis mars 2015, on estime que 57 000 personnes sont mortes, dont de nombreux civil-e-s. Ces chiffres ne tiennent pas compte des milliers de personnes qui ont succombé à la faim ou à des maladies, qui auraient été évitées en temps de paix.

Le Yémen est pris dans l'une des pires crises humanitaires: deux millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë et un tiers de la population a besoin d'une aide humanitaire urgente. Malgré cela, cette guerre est ignorée. Les réfugié-e-s yéménites ne frappent pas à nos portes. Seules 65 000 personnes ont fui depuis 2015, car il est extrêmement difficile de quitter le pays. De plus, les puissances occidentales ont peu intérêt à ce que le conflit soit sous le feu des projecteurs.

En effet, les opérations militaires au sud de la péninsule arabique représentent pour elles un juteux marché. Si les États-Unis et le Royaume-Uni s'offrent la plus grosse part du gâteau, la Suisse n'est pas en reste. Notre pays a exporté pour 438 millions de francs de matériel de guerre vers les Émirats arabes unis et 95 millions vers l'Arabie saoudite entre 2011 et 2017 (lire notre enquête en page 19), alors que ces deux pays sont à la tête de la coalition militaire responsable de multiples bombardements sur des écoles et des hôpitaux.

Nous ne pouvons détourner le regard, car notre industrie tire profit des affrontements. Dans ce numéro, nous avons donné la parole aux Yéménites qui se mobilisent pour la paix. À l'instar de la défenseuse des droits humains Radhya al-Mutawakel (p. 22) ou de Murad Subay, qui transforme les ruines en œuvres d'art (p.17). En 2019, la voix des Yéménites ne doit plus être ignorée: nos pays doivent cesser d'arroser la région d'armes pour ne pas alimenter de nouvelles violations des droits humains.

Julie Jeannet, Rédactrice en chef

GOOD

Le droit à l'avortement adopté par le Parlement

IRLANDE – Le Parlement a adopté le 12 décembre la loi sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Il s'agit d'un grand pas pour les droits des femmes et des filles, et l'aboutissement de décennies de lutte des mouvements féministes irlandais. La dépénalisation de l'avortement avait fait l'objet d'un référendum historique au mois de mai, accepté par 66% de la population. Amnesty va suivre de près l'application de cette loi, afin qu'aucun obstacle ne limite le droit des femmes d'avoir accès à l'IVG et aux soins requis.



© Al Irlande

Une loi autorisant l'interruption de grossesse a été adoptée par le Parlement le 12 décembre.

100 000 signatures pour rectifier la loi sur l'exportation d'armes

SUISSE – L'initiative populaire pour rectifier la législation sur l'exportation du matériel de guerre a recueilli 100 000 signatures en deux mois. Ce texte, porté par des ONG et des partis politiques, et soutenu par Amnesty, demande que les exportations d'armes vers les pays en guerre civile ainsi qu'à destination d'États qui violent gravement les droits humains soient empêchées. L'initiative populaire exige aussi que le Parlement et le peuple soient impliqués dans la politique d'exportation des armes. Actuellement, elle repose uniquement dans les mains du Conseil fédéral.

Rectificatif: Notre texte à ce sujet dans le supplément AGIR, qui mentionne 70 000 signatures, a été imprimé avant que cette information soit rendue publique. Bien que les 100 000 signatures nécessaires pour que l'initiative aboutisse aient été réunies, la collecte continue. N'hésitez pas à soutenir l'initiative en signant le talon et en nous le renvoyant par la poste. L'engagement de la société civile est crucial. Plus le nombre de signatures sera élevé, plus les revendications de l'initiative auront du poids.

D N E W S

Sauvée par un tweet

ARABIE SAOUDITE – Bloquée en Thaïlande, Rahaf Mohammed al Qunun a pu obtenir l'asile au Canada, en attirant l'attention médiatique sur Twitter. La Saoudienne de dix-huit ans a fui les violences de sa famille en vacances au Koweït et souhaitait se réfugier en Australie. En transit en Thaïlande, son passeport lui a été confisqué et les services d'immigration l'ont empêchée de poursuivre son voyage. La jeune femme a relayé sa mauvaise fortune sur Twitter et attiré l'attention mondiale sur sa situation. Des personnes du monde entier se sont mobilisées pour soutenir sa demande d'asile, avec succès. Rahaf Mohammed al Qunun s'est finalement vu accorder le statut de réfugiée par l'ONU et a été accueillie au Canada.

Grâce à l'attention suscitée par ses tweets, la Saoudienne **Rahaf Mohammed al Qunun** a été accueillie au Canada.



Ahmed H. est libre

HONGRIE – Le 19 janvier, Ahmed H. a enfin été libéré, après avoir passé trois ans et demi derrière les barreaux. L'absurdité du procès de ce réfugié syrien et son injuste détention avaient suscité l'émotion sur le plan international, et 100 000 personnes avaient demandé sa libération. Ahmed H. avait été condamné à dix ans de prison après avoir jeté trois pierres lors de heurts à la frontière serbo-hongroise en septembre 2015. Ses actes avaient été qualifiés « d'actes de terreur » par les autorités. Le procès d'Ahmed H. reflète les tentatives du gouvernement hongrois pour brimer les droits humains et diaboliser les réfugié-e-s ainsi que les personnes qui les défendent. Le Syrien va enfin pouvoir rejoindre sa famille à Chypre.



100 000 personnes se sont engagées pour la libération d'**Ahmed H.**, qui a été remis en liberté après plus de trois ans derrière les barreaux.

Acquittement d'Asia Bibi confirmé

PAKISTAN – Asia Bibi est bel et bien acquittée. La Cour suprême a rejeté, le 29 janvier, une requête en révision contre ce verdict. Cette ouvrière agricole chrétienne avait été condamnée à mort pour blasphème en 2010. Fin octobre 2018, la Cour suprême du Pakistan l'avait acquittée et avait ordonné sa libération, provoquant la colère de mouvements islamistes fondamentalistes. En raison de troubles et de menaces de violences, le gouvernement avait fait marche arrière et accepté d'interdire à Asia de quitter le pays, jusqu'à ce que la Cour suprême examine à nouveau son cas.

Moratoire sur les exécutions

ONU – 121 des 193 États membres des Nations unies soutiennent l'abolition de la peine de mort. Réunis à New York le 18 décembre, la grande majorité des pays se sont prononcés en faveur d'un moratoire sur les exécutions, un résultat réjouissant. Aujourd'hui, 103 États sur

193 ont aboli la peine capitale pour tous les crimes, et 139 l'ont abolie en droit ou en pratique. Lors de la création de l'ONU en 1945, seuls huit États sur 51 États membres avaient aboli ce châtiement cruel et inhumain. En 2017, des exécutions ont été signalées dans 22 États membres de l'ONU.

Troisième genre officialisé

ALLEMAGNE – Le 14 décembre dernier, l'Allemagne a légalisé un troisième genre sur les actes de naissance. Il sera désormais possible de ne cocher ni « masculin », ni « féminin », mais simplement « divers ». L'Allemagne devient le premier pays en Europe à proposer une catégorie de troisième genre aux personnes intersexes. En Suisse, le Conseil fédéral a pour l'instant renoncé à une mesure similaire, mais s'est déclaré prêt à rédiger un rapport sur la question. Selon les statistiques des Nations unies, entre 0,05% et 1,7% de la population mondiale est intersexue.



BANGLADESH – Depuis que la nouvelle d'un possible rapatriement au Myanmar de quelques milliers de réfugié-e-s rohingyas s'est répandue, des centaines de personnes ont cherché refuge dans d'autres camps de Cox's Bazar au Bangladesh pour échapper à un retour forcé et ne pas être identifié-e-s. **Josna Parveen**, sur la photo, 21 ans, vient du village de Nagpura au Myanmar. Des militaires ont incendié son village, y compris sa maison et sa boutique. Elle vit maintenant dans un des camps surpeuplés du sous-district d'Ukhiya, au Bangladesh, avec son mari et ses deux enfants.

Une loi pour réprimer les ONG

RUSSIE – Le 21 janvier, les autorités russes ont pour la première fois appliqué la loi sur les organisations dites « indésirables ». Anastasia Chevtchenko, coordinatrice du mouvement *Open Russia*, a été inculpée de « participation répétée aux activités d'une organisation indésirable ». Elle risque six ans d'emprisonnement. Amnesty International craint que cette affaire ne crée un précédent. Il s'agit de la première fois où une défenseure des droits humains est poursuivie en vertu du Code pénal pour sa collaboration avec une ONG. Jusqu'à présent, les infractions à cette loi étaient sanctionnées par le droit administratif. Mi-janvier, la police a ouvert des enquêtes pénales et procédé à des perquisitions et des arrestations à l'encontre de militant-e-s de ce mouvement à travers le pays. Ces dernières années, les autorités russes avaient déjà étouffé et criminalisé la dissidence. Mais cette procédure pénale marque un palier supplémentaire dans la répression en Russie.

Blâmée pour un renvoi vers l'Érythrée

SUISSE – Le Comité contre la torture de l'ONU (CAT) estime que la Suisse a violé la Convention contre la torture en exigeant le renvoi d'un requérant d'asile débouté vers l'Érythrée. Le CAT reproche aux autorités de n'avoir pas pris en compte le droit du requérant à un examen

effectif, indépendant et impartial du risque d'être torturé dans ce pays. La raison de cette décision, rendue publique en décembre, est principalement justifiée par les vices qui ont entaché la procédure. Le plaignant n'a pas été représenté par un conseil juridique et n'a pas été auditionné dans sa langue maternelle.

Persécutations des homosexuel-e-s

TCHÉTCHÉNIE – Les autorités mènent une véritable chasse aux personnes qu'elles soupçonnent d'être homosexuelles. Deux personnes ont été torturées à mort en 2018. D'après l'organisation *Russian LGBT Network*, une quarantaine de personnes sont toujours détenues dans un bâtiment gouvernemental de la ville d'Argun. Elles auraient été torturées, et le passeport de certaines d'entre elles aurait été détruit pour les empêcher de quitter le pays. Les autorités tchétchènes ont mené une véritable purge en 2017, au cours de laquelle des dizaines de



Les autorités tchétchènes persécutent les personnes soupçonnées d'être homosexuelles. Certaines ont été arrêtées, détenues, torturées, et au moins deux sont mortes.

personnes homosexuelles ont été enlevées, torturées et certaines tuées. Ces persécutations semblent avoir repris. Malgré des rapports alarmants, les autorités russes n'ont mené aucune enquête sur ces violations.

SURVOL

IRAK – L'État islamique a saboté des puits d'irrigation et détruit des infrastructures agricoles afin de rendre les terres inutilisables dans la région de Sinjar et de punir la population yézidie. Le groupe armé a aussi mis le feu à des vergers, volé du bétail et des machines et posé des mines. Ces crimes de guerre prêterent les moyens de subsistance de nombreuses familles.

ARABIE SAOUDITE – Dix défenseur-e-s des droits humains ont subi torture et violences sexuelles en détention. Des témoignages font état de décharges électriques et de coups de fouet, si bien que certain-e-s détenu-e-s étaient ensuite incapables de marcher et de se tenir debout.

CAMEROUN – Plus de cent manifestant-e-s ont été arrêté-e-s fin janvier. Certain-e-s ont été blessé-e-s par les forces de sécurité. Ces personnes répondaient à l'appel du parti d'opposition de Maurice Kamto à contester les fraudes qui auraient entaché les élections présidentielles d'octobre dernier. Maurice Kamto a depuis été arrêté, faisant monter d'un cran la répression post-électorale.

CHINE – Google renonce à Dragonfly, son moteur de recherche censuré destiné à la Chine. Le géant américain aurait enterré ce projet, révélé par le média d'investigation Intercept, suite à de vives critiques d'organisations de défense des droits humains, notamment Amnesty International, et d'employé-e-s de Google.

REGARD DÉCALÉ UN PRIX (IN)ÉGALITAIRE



L'initiative était bienvenue, le résultat désopilant. Les Émirats arabes unis (ÉAU) ont été la risée des internautes fin janvier lors de la remise de prix visant à encourager l'égalité hommes-femmes au sein des ministères. Les quatre récompenses sont allées au vice-président ainsi qu'au ministère des finances, celui des statistiques et celui des ressources humaines, tous dirigés par... des hommes.

La cérémonie autour de ce prix, censé encourager la participation des femmes au sein du gouvernement, a cartonné sur Twitter pour son absurdité. « Ils font vraiment fort en termes de diversité, un homme porte les ÉAU en tête des pays du Golfe en termes d'égalité. La concurrence n'est pourtant pas bien rude dans cette région du monde. La discrimination basée sur le genre fait toujours partie intégrante du système juridique, qui priorise dans de nombreux domaines les droits des hommes. JJ

La population ne veut pas de robots tueurs

ARMES – L'opinion publique s'oppose aux robots tueurs, ces systèmes d'armes autonomes capables de sélectionner une cible et de l'abattre sans intervention humaine. Une enquête menée par la « Campagne pour arrêter les robots tueurs » dans 26 pays révèle que 61% de la population s'oppose à leur développement. Plus de la moitié des sondé-e-s se sont dit-e-s préoccupé-e-s par le fait que

les machines ne peuvent être tenues responsables en cas de bavure ni traduites en justice. Ce sondage démontre que les États qui s'opposent à une interdiction des systèmes d'armes autonomes sont en décalage avec l'opinion publique. Actuellement, 28 États sont en faveur d'une interdiction des armes totalement autonomes. La Suisse, n'a pas encore adopté de position claire, mais est entrée en matière pour poursuivre les discussions en vue d'une interdiction.

Vacances en terres occupées

ISRAËL ET TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS – De grandes entreprises de réservation, comme Airbnb, Booking.com, Expedia et TripAdvisor, favorisent les violations des droits humains en attirant les touristes dans des colonies israéliennes illégales. En proposant des hébergements et des activités touristiques situées dans les colonies, y compris à Jérusalem-Est, elles contribuent à l'existence et à l'extension de l'occupation. La politique d'Israël qui consiste à installer des civil-e-s israélien-ne-s dans des territoires palestiniens occupés viole le droit international humanitaire et constitue un crime de guerre. Malgré cela, ces quatre entreprises continuent de mener des activités dans les colonies, tirant profit de cette situation illégale.

La colonie de Kfar Adumim, qui se situe à moins de deux kilomètres du village bédouin de Khan al Ahmar, dont la démolition totale imminente a été approuvée par la Cour suprême israélienne, attire par exemple un nombre croissant de touristes. L'extension de la colonie de Kfar Adumim et d'autres colonies des environs joue un rôle déterminant dans les violations des droits humains que la communauté locale de Bédouins subit.



En proposant des hébergements et des activités dans les territoires palestiniens occupés, Airbnb, Booking.com, Expedia et TripAdvisor contribuent à l'extension des colonies israéliennes illégales.

Centaines de « gilets jaunes » blessés

FRANCE – Plus de 1700 manifestant-e-s ont été blessé-e-s dans le cadre des manifestations du mouvement des gilets jaunes. Le collectif « Désarmons-nous » dénonce 100 blessé-e-s graves. Douze personnes ont perdu un œil, en raison de tirs des LBD 40 (lanceur de balles de défense), un fusil d'épaule projetant des projectiles censés neutraliser sans tuer, une arme fabriquée en Suisse. D'autres manifestant-e-s ont aussi été blessé-e-s par des grenades explosives. Une femme de 80 ans est notamment décédée le 3 décembre à Marseille, après avoir été blessée par une grenade lacrymogène rentrée par la fenêtre de son appartement. Des récits de victimes et de témoins, ainsi que des vidéos examinées par Amnesty France, montrent que la police a fait un usage inapproprié des LBD 40, en tirant sur la foule. Elle a aussi lancé des grenades de désencerclement, qui ne devraient jamais être utilisées dans des opérations de maintien de l'ordre. Les voix se multiplient dans la société civile pour réclamer l'interdiction de ces armes dites « non létales ». Au total, 717 membres des corps de police et de pompiers ont aussi souffert de violences.



Au moins 1700 « gilets jaunes » ont été blessé-e-s lors de manifestations, dont 100 gravement, et douze ont perdu un œil.

VOS LETTRES

Un article vous a fait réagir, vous désirez vous exprimer ? Envoyez-nous un courrier postal ou un e-mail à info@amnesty.ch

LE SANG DE L'EXIL



© REUTERS/Navesh Chitrakar

Au Népal, des milliers de femmes sont bannies durant leurs règles et forcées de s'exiler dans de petites huttes.

Une fois par mois, Parbati Bogati quitte sa maison pour s'installer dans une petite cahute isolée de son village de Purbi Chauki, à l'ouest du Népal. Elle y reste quelques jours, le temps que le sang cesse de couler. La jeune femme de 21 ans, comme des milliers de femmes du sous-continent indien, respecte *chaupadi*. Une tradition hindouiste selon laquelle les femmes sont considérées impures lorsqu'elles ont leurs règles. Le mercredi 31 janvier, pour combattre le froid, la jeune femme allume un feu dans sa hutte avant de s'endormir. Elle ne se réveillera jamais. Elle est retrouvée morte, les jambes brûlées. La pratique de *chaupadi* fait chaque année plusieurs victimes au Népal, mortes de froid, brûlées par les flammes ou mordues par des serpents.

Une enquête du gouvernement népalais révélait en 2010 que 19% des femmes menstruées observaient cette coutume, mais ce chiffre grimpeait jusqu'à 50% dans les régions rurales. Une semaine par mois, soit environ 2040 jours de leur vie, ces femmes vivent recluses. Elles doivent manger et dormir séparées de leur famille, ne peuvent entrer dans les temples ni utiliser les mêmes installations sanitaires. En 2005, la Cour suprême a interdit *chaupadi* et l'an dernier, le gouvernement a instauré une loi punissant de trois mois de prison toute personne forçant une femme à s'isoler. Pourtant, la tradition supplante encore souvent la loi. On prétend que si des femmes s'approchent des maisons quand elles ont leurs règles, elles pourraient y mettre le feu,

attirer les tigres et contaminer les cultures. Des superstitions similaires frappent aussi sous nos latitudes, avec des conséquences moins dramatiques. On disait encore à ma mère qu'elle ne pourrait jamais faire monter une mayonnaise durant ses menstruations. On a longtemps justifié le fait qu'une femme ne pouvait être à la tête d'un État ou d'une entreprise par le risque qu'elle perde ses moyens suite aux fluctuations d'hormones. En Suisse, les protections hygiéniques sont taxées à 7,7%, comme les produits de luxe, alors que la litière pour chat l'est à 2,5%. Une somme conséquente puisqu'une femme en utilise environ 15 000 au cours de sa vie. La santé menstruelle ne devrait pas être un luxe. Pourtant, dans le monde, 500 millions de femmes n'ont pas accès aux protections hygiéniques. Elles doivent recourir à des chiffons, du papier ou parfois de la terre, ce qui entraîne souvent des infections. En Afrique, une fille sur dix manque l'école chaque mois, faute de protection. Le tabou menstruel pèse lourd sur les droits des femmes. Sans accès aux protections hygiéniques, d'autres droits comme celui à la santé ou à l'éducation sont compromis. L'égalité ne sera jamais atteinte sans briser ce tabou. Nous pouvons toutes et tous y contribuer. Il nous faut éduquer les filles et les garçons, leur dire

que le sang menstruel n'est pas sale et qu'il ne porte pas la poisse. Ne pourrions-nous pas commencer par ne plus représenter le sang menstruel dans les publicités par un liquide bleu, ou arrêter d'utiliser des paraphrases pour désigner les menstruations? Au lieu d'être ignorées, considérées comme une malédiction, les règles devraient être célébrées! C'est ce que font les « activistes menstruelles ». Certaines distribuent des coupes menstruelles (un petit objet en silicone, une alternative écologique et économique aux tampons). D'autres manifestent contre la « taxe tampon » ou exigent que les protections hygiéniques soient remboursées par l'assurance maladie. Enfin, des scientifiques contribuent à casser les clichés. Une étude, publiée dans *Frontiers in Behavioral Neuroscience* en 2017, prouve que la production d'hormones durant les menstruations ne produit aucune interférence sur les fonctions cognitives. La santé menstruelle doit devenir une priorité des politiques publiques. Il faut mettre un terme aux superstitions qui justifient les discriminations contre les femmes. Enfin, les protections hygiéniques doivent être accessibles à toutes, y compris aux femmes migrantes, à celles qui vivent dans la rue ou qui sont en prison. Une femme ne devrait jamais avoir à choisir entre se nourrir ou porter un tampon. | Julie Jeannet

Yémen : la guerre ignorée

La guerre qui oppose les rebelles houthis aux forces gouvernementales et à une coalition dirigée par l'Arabie saoudite a fait 57 000 mort-e-s, dont de nombreux civil-e-s, et affamé deux millions d'enfants. Mais ce conflit reste ignoré par les pays occidentaux qui bénéficient d'un juteux commerce en arrosant d'armes la région. Ici, la ville de Sanaa ravagée par les bombardements.





De la guerre civile à la tempête décisive

Alors que le Yémen s'embourbe dans sa cinquième année de guerre, Samir Mokrani, anthropologue spécialiste de la région, revient sur les racines du conflit. Il décrit les intérêts religieux et politiques en jeu et scrute les espoirs suscités par le cessez-le-feu d'Hodeïda. Propos recueillis par Julie Jeannet

YÉMEN : QUI CONTRÔLE QUOI ?



© muellerluetolf.ch, sources: C.Hughes/Reuters, CRS/US-Dept. of State, Ali Zifan/Wikipedia.

- Contrôlé par la rebellion houtis (Ansar Allah).
- Contrôlé par le régime du président Hadi, la coalition militaire de pays arabes sunnites et le Mouvement du Sud Hirak (Conseil de transition du Sud).
- Présence de groupes armés islamistes (notamment Al-Qaïda et État islamique).

▷ AMNESTY: Pourquoi parle-t-on d'une guerre oubliée au Yémen ?

◁ **Samir Mokrani**: Durant trois ans, le conflit yéménite s'est déroulé dans l'indifférence, car il ne met pas en scène des puissances mondiales majeures comme en Syrie. On le décrit comme une guerre par procuration entre l'Iran et l'Arabie saoudite qui intéresse peu l'Occident, puisqu'elle se déroule dans un pays pauvre qui ne produit plus beaucoup de pétrole ni de gaz. Depuis que l'ONU et des organisations comme Amnesty International ou Médecins sans frontières dénoncent les exactions de la coalition et les atteintes aux droits humains par les houthis, ainsi que des centres de détention secrets émiratis (*ndlr: voir encadré*), il devient difficile de faire comme si cette guerre n'existait pas. Le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi a, de surcroît, attiré l'attention sur l'implication de l'Arabie saoudite au Yémen.

▷ On mentionne souvent le printemps yéménite comme l'origine du conflit, car c'est suite aux révoltes de 2011 que le président Ali Abdallah Saleh a démissionné. Que lui reprochait-on ?

◁ Son régime était semi-autoritaire, népotiste et corrompu. On le soupçonne d'avoir triché lors de nombreuses élections; le président s'est quand même maintenu près de 35 ans au pouvoir. Le régime de Saleh n'a pourtant jamais sombré dans les dérives autoritaires de Saddam Hussein ou de Bachar al-Assad. Rappelons que le Yémen était la seule république de toute la péninsule arabique. La liberté y était donc plus grande que dans les émirats ou les royaumes de la région.

«Il y a clairement une surenchère entre les deux camps pour se présenter comme le champion de l'Islam.»

▷ C'est la prise du pays par les rebelles houthis qui a mis le pays à feu et à sang ?

◁ Oui. Dès le mois de février 2014, des affrontements éclatent entre des miliciens houthis et des groupes sunnites salafistes dans la région de Dammaj. Très rapidement, les rebelles du nord parviennent à occuper plusieurs régions. Dès septembre 2014, ils parviennent à prendre la capitale Sanaa, occupant à ce moment l'ensemble des gouvernorats du nord. C'est en avril 2015 que la guerre civile bascule dans une guerre régionale, avec le lancement de l'opération «Tempête décisive» contre les rebelles houthis, par une coalition de pays arabes réunie autour de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis.

▷ Qui sont les houthis ?

◁ Il s'agit à la fois d'un parti politique, d'un courant de renouveau religieux et d'une milice armée. Le mouvement trouve ses origines dans le nord du pays, essentiellement dans le gouvernorat de Saada, dont la population appartient dans son immense majorité au courant religieux zaydite chiite. Ses origines remontent à la guerre civile yéménite des années 50-60, qui avait opposé les nouvelles forces républicaines au pouvoir autoritaire de l'imam Yahyā, dans ce qui constituait alors le Yémen du Nord. Après la guerre, le régime a marginalisé les populations du nord parce qu'elles avaient majoritairement soutenu l'imam contre les Républicains. Le nord a toujours été délaissé en matière de développement et d'infrastructures, ce qui a alimenté un esprit de révolte contre le régime. Le mouvement porte le nom de houthis en l'honneur de leur chef Hussein Badreddin al-Houthi, assassiné en 2004.

▷ Malgré les bombardements de la coalition, les fronts n'ont que peu bougé depuis 2015. Comment expliquer que les houthis continuent à occuper la majorité du pays ?

◁ Dans une partie des régions du Nord, ils bénéficient d'un large soutien, notamment dans le gouvernorat de Saada mais également à Hajja, Amran et même à Sanaa. Aujourd'hui, les Saoudiens et les Émiratis réalisent que les frappes aériennes ne suffisent pas à faire reculer les houthis. Les bombardements détruisent des chars mais les milices houthis restent présentes autour de ce front et la coalition n'arrive pas à avancer.

▷ De quelle façon la religion nourrit-elle le brasier de la guerre ?

◁ Il y a clairement une surenchère entre les deux camps pour se présenter comme le champion de l'Islam. D'un côté, nous avons les houthis, des zaydites chiites qui se sont rapprochés du chiisme iranien afin d'obtenir leur soutien politique. Et de l'autre, l'armée yéménite, dont les meilleurs groupes sont les milices salafistes soutenues par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Les houthis reprochent au régime d'être trop proche des Américains et d'utiliser la présence d'Al-Qaïda pour obtenir des financements militaires, en trahissant la cause islamique. Le

2004: Début de la rébellion armée de la minorité d'obédience chiite, les houthis (Ansar Allah), contre le régime d'Ali Abdallah Saleh.

2009: Intervention de l'armée saoudienne contre la rébellion.

2011: Printemps yéménite. Le mouvement de contestation part de l'université de Sanaa et de la ville de Taizz et est ensuite rejoint par la jeunesse révolutionnaire (*shabab al-thawra*), des mouvements de femmes, des groupes socialistes, ainsi que les houthis et les indépendantistes du sud.

Février 2012: Démission du président Saleh et nomination de son vice-président Abdrabbuh Mansour Hadi à la tête d'un gouvernement transitoire.

Septembre 2014: Les houthis occupent le nord du pays et prennent Sanaa grâce à leur alliance avec l'ancien président Saleh, qui bénéficie encore de nombreux soutiens au sein de l'armée.

Janvier 2015: La rébellion prend le palais royal. Le président Hadi se réfugie à Aden qui devient la capitale provisoire, puis en Arabie saoudite.

26 mars 2015: La coalition d'États arabes sunnites menée par l'Arabie saoudite lance l'offensive «Tempête décisive» et mène une campagne de raids aériens. Des centaines de civils sont touchés.

4 décembre 2017: L'ancien président Saleh est assassiné par ses anciens alliés houthis.

13 décembre 2018: Lors des pourparlers de Stockholm, un cessez-le-feu est conclu pour le port principal du pays, Hodeïda.

paradoxe aujourd'hui, c'est que les houthis font face à des brigades salafistes qui ont une idéologie encore plus extrême. Cela dit, il faut garder à l'esprit que la situation est rendue encore plus complexe par la présence de groupes indépendantistes sudistes et par celle de groupes terroristes affiliés à Al-Qaïda et à Daech.

▷ Quels intérêts ont l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis au Yémen ?

◁ Le fief des houthis se trouve à 20 kilomètres de l'Arabie saoudite. Le royaume voit d'un très mauvais œil l'instauration d'un pouvoir chiite, allié à l'Iran, à ses frontières. Les intérêts commerciaux sont attribués aux Émirats arabes unis.

Centres de détention secrets émiratis

Un rapport d'Amnesty International publié en juillet dernier accuse les Émirats arabes unis (ÉAU) d'avoir commis de graves crimes dans les centres de détention tenus par leurs troupes au Yémen. Celles-ci auraient arbitrairement arrêté, détenu et torturé des dizaines de personnes pendant des mois. Certaines seraient mortes en détention.

Depuis qu'ils ont rejoint le conflit en mars 2015, les ÉAU ont créé, formé, équipé et financé diverses forces de sécurité locales, appelées les forces d'élite et les forces de la ceinture de sécurité. Ils ont également formé des alliances avec des responsables des services de sécurité yéménites, qui se sont soustraits à l'autorité de leur gouvernement.

Amnesty a enquêté sur les cas de 51 hommes détenus par ces forces dans les gouvernorats d'Aden, Lahj, Abyan, Hadramaout et Shabwa. Les familles des détenus ont parlé de leur quête désespérée. Les mères, les épouses et les sœurs des victimes de disparitions forcées organisent des manifestations depuis près de deux ans, faisant la tournée des bureaux du gouvernement.

L'objectif déclaré de l'implication des ÉAU est de combattre le « terrorisme ». Cependant, de nombreuses arrestations se basent sur des soupçons infondés et des vendettas personnelles. Les arrestations ciblent les personnes qui critiquent la coalition, notamment des militant-e-s et des journalistes, ainsi que des sympathisant-e-s des Frères musulmans. Les ÉAU nient toute implication dans les pratiques de détention illégale au Yémen, malgré les nombreux éléments qui prouvent le contraire. Le gouvernement yéménite a, quant à lui, assuré qu'il ne contrôlait pas les forces de sécurité formées et soutenues par les Émirats. JJ

Ils ont acquis des franchises sur plusieurs ports d'Afrique de l'Est et ils veulent mettre la main sur les ports d'Aden et d'Hodeïda pour développer leur commerce. Ils pourraient aussi avoir des intérêts pétroliers. Certains médias avancent qu'il y a des réserves cachées de pétrole dans les régions centrales où les milices émiraties sont actives.

▷ À l'automne, plusieurs pays occidentaux, dont la Suisse, ont décidé de suspendre leurs livraisons de matériel de guerre à destination de l'Arabie saoudite. C'est plutôt encourageant...

◁ Oui, mais il s'agit surtout de pays mineurs comme l'Allemagne, la Suède. Les Américains et les Britanniques, qui représentent la grande majorité des exportations, ont continué de le faire. Le commerce des armes vers la coalition est appuyé par l'argument que les houthis ne respectent pas le droit international ni les résolutions de l'ONU. En effet, les occidentaux continuent à justifier leurs livraisons d'armes en se basant sur la résolution 2216 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui impose aux houthis d'évacuer les zones qu'ils ont occupées.

▷ Le 13 décembre, un cessez-le-feu a été conclu pour la région d'Hodeïda. La situation s'est-elle améliorée depuis pour les civil-e-s ?

◁ Il s'agit du succès véritable de l'ONU dans cette crise yéménite. Il y a eu depuis des affrontements sporadiques dans les banlieues sud-est, mais la trêve est maintenue au niveau du port et du centre-ville d'Hodeïda. Cet accord a eu des résultats tangibles. C'est extrêmement important, puisqu'il s'agit du port principal d'où arrivent toutes les importations de médicaments et la nourriture. L'aide humanitaire commence donc à passer. En revanche, sur les fronts de Saada, de Nihm et Bayda, des combats extrêmement violents continuent de faire rage. La paix relative à Hodeïda ne signifie pas que la guerre est terminée. I



Samir Mokrani est anthropologue spécialiste du Moyen-Orient et du Yémen. Il a travaillé comme coordinateur au sein d'un projet de l'UNESCO à Sanaa durant trois ans, avant de se lancer dans une carrière de consultant géopolitique pour des entreprises et des projets de développement. Il a également travaillé comme conseiller de mission pour Médecins Sans Frontières en 2015 et 2016 dans le centre du Yémen.

L'enfance rongée par la faim

Quatre ans de conflit ont plongé la population yéménite dans l'une des plus terribles crises humanitaires. L'inflation a rendu inaccessibles la plupart des médicaments et de nombreuses denrées alimentaires. Deux millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë. Par Julie Jeannet



Au Yémen, un enfant meurt toutes les dix minutes d'une cause qui pourrait être évitée. La mort de la moitié des enfants de moins de cinq ans est provoquée par la malnutrition.

© REUTERS/Mohamed al-Sayaghi

La photo d'Amal Hussain, allongée dans une clinique de l'UNICEF à Aslam, au nord-ouest du Yémen, a fait le tour du monde. La peau sur les os est un euphémisme. Sa poitrine est squelettique, son ventre gonflé par la faim, et des mouches rôdent autour de ses mains maigrissimes. La petite fille de sept ans est devenue le symbole de la tragédie qui frappe le Yémen, avant de succomber à la faim le 26 octobre dernier.

Son image publiée par le *New York Times* continue de nous hanter, comme celle d'Aylan Kurdi, le petit Syrien de trois ans dont le corps noyé a été retrouvé sur les côtes turques en septembre 2015. Quatre ans de conflit ont affamé près de deux millions d'enfants yéménites. Un enfant meurt toutes les dix minutes d'une cause qui pourrait être évitée, et la malnutrition est responsable de la mort de la moitié des enfants de moins de cinq ans, d'après l'ONU.

Si la faim ravageait déjà ce pays, considéré comme le plus pauvre de la péninsule arabique, la guerre qui oppose la rébellion houthite au gouvernement a plongé deux tiers de la population dans l'insécurité alimentaire. C'est deux fois plus qu'il y a quatre ans. «Les rues de Sanaa sont remplies de mendiants. Avant la guerre, c'était plutôt rare, mais maintenant, toutes les

nuits, des femmes et des enfants font la manche», témoigne Basheer Almohallal, directeur de l'ONG *Pulse for Social Justice*. L'organisation basée à Sanaa, la capitale, met sur pied depuis 2013 des projets de solidarité dans les villages et les quartiers. Lorsque les affrontements entre les houthis et l'armée se sont intensifiés au début de l'année 2014, l'ONG a dû revoir ses priorités. *Pulse for Social Justice* travaille désormais avec les chefs de villages dans les deux camps pour mettre en place des bases de données et identifier les personnes qui ont le plus urgemment besoin d'aide humanitaire.

Inflation meurtrière | Un autre mal met à terre la population : la crise économique. Le riyal, la monnaie nationale, a perdu près de la moitié de sa valeur face au dollar depuis le début de la crise. La situation s'est encore péjorée entre septembre 2018 et janvier 2019. «On trouve de la nourriture sur les marchés, le problème c'est que les gens n'ont plus les moyens de se la payer», explique Annabel Symington, porte-parole du Programme alimentaire mondial (PAM) à Sanaa. Les prix des denrées de base, notamment le blé, l'huile, les légumineuses, le sucre et le sel, ont explosé. «Il s'agit d'une crise provoquée par l'homme et pas par la sécheresse ou par de mauvaises récoltes.»

Basheer Almohallal accuse la coalition de manipuler l'économie yéménite pour fragiliser les régions du Nord et faire pression sur les houthis pour qu'ils rendent les armes. Depuis deux ans, plus d'un million de fonctionnaires n'ont plus touché leur salaire. Le pouvoir d'achat de nombreuses familles a ainsi plongé, et l'État s'est effondré. La moitié des infrastructures médicales sont hors d'usage.

D'après Rasha Mohammed, chercheuse sur le Yémen pour Amnesty International, la situation est plus complexe et les deux camps sont responsables de cette catastrophe humanitaire. « Les blocus aériens et routiers ne constituent pas une violation du droit humanitaire tant qu'ils n'ont pas d'impacts sur la population civile. La coalition ouvre et ferme l'accès en alternance et prétend ainsi ne pas violer la loi. Les houthis, quant à eux, tentent de contrôler quelles régions reçoivent l'aide humanitaire. »

Si un Yéménite sur deux ne sait pas quand il pourra manger pour la prochaine fois, se faire soigner ou se procurer des médicaments est devenu encore plus difficile, car le système de santé s'est effondré. La moitié des infrastructures sont hors d'usage. « Il y a l'aide humanitaire et les cliniques privées, mais elles sont bien trop chères, la plupart des gens n'y ont pas accès. De plus, il est devenu presque impossible de quitter le pays pour se faire soigner à l'étranger. Je connais des personnes hémophiles qui se sont résolues à mourir », décrit Basheer Almohallal.

Suite au blocus et aux bombardements, 16 millions d'habitants n'ont désormais pas accès à l'eau potable ni à des installations sanitaires adéquates. Les terribles conditions d'hygiène ont entraîné, en 2017, une importante épidémie de choléra et de diphtérie, alors que cette maladie infectieuse mortelle avait disparu en 1992.

Milliers d'enfants au front

D'après l'UNICEF, un tiers des personnes qui se battent au Yémen seraient des enfants. Un rapport du Conseil des droits de l'homme publié en 2017 faisait état de 1700 recrutements de jeunes de moins de dix-huit ans, mais ils sont probablement beaucoup plus nombreux. Si le phénomène semble majoritairement répandu du côté des rebelles houthis, les milices alliées au gouvernement enrôlent également des mineurs.

Le recrutement d'enfants de moins de quinze ans est un crime de guerre. Un plan d'action pour mettre fin à cette pratique avait été signé par les forces de l'ordre yéménites en 2014, et les houthis s'étaient engagés à protéger les enfants. Le nombre d'enfants enrôlés semble pourtant avoir augmenté avec l'escalade du conflit. JJ

Hodeida à feu et à sang | En juin dernier, l'offensive contre la ville d'Hodeida, le plus important port du pays, a privé encore davantage la population de ses droits. « 70 pour cent de toutes les importations de nourriture au Yémen passent par Hodeida. Les terribles affrontements ont considérablement limité les capacités du port. Entre novembre et janvier, seuls 25 bateaux ont pu atteindre Hodeida et le petit port de Salif, situé plus au nord. L'importation de notre aide alimentaire a donc passablement été ralentie », explique Annabel Symington.

Lueur d'espoir : le cessez-le-feu conclu lors des pourparlers en Suède et entré en vigueur le 18 décembre, a permis aux équipes humanitaires de rétablir l'aide dans les districts de Tuhaytah et Durayhimi, où elle avait été interrompue depuis six mois. Malgré cette avancée, le Programme alimentaire mondial n'a toujours pas accès à 51 mille tonnes de blé stockées dans une minoterie au bord de la mer Rouge. Fin janvier, un incendie provoqué par des tirs des rebelles a endommagé deux silos. « Nous devons urgemment accéder à ces réserves. Elles sont très importantes, car elles doivent nous permettre de nourrir 3,7 millions de personnes durant un mois », ajoute la responsable du PAM.

Génération sacrifiée | La reprise du versement des salaires des fonctionnaires pourrait alléger les souffrances de la population. Lors des pourparlers de Stockholm, le régime du président Hadi est entré en matière sur la question. « Nous n'avons pas encore vu d'actions significatives depuis, mais j'ai bon espoir qu'il tiendra sa promesse », commente Rasha Mohammed, d'Amnesty. Depuis juillet 2017, l'ONU a mis en place un transfert de fonds d'urgence. Neuf millions de personnes dans 22 gouvernorats en ont bénéficié. Il s'agit pourtant d'une goutte d'eau dans un océan de détresse. Fin décembre, l'organisation onusienne accusait les rebelles d'avoir détourné une partie de l'aide humanitaire dans la région de Sanaa. La marchandise a été retrouvée sur les étals de marchés de la capitale.

À l'instar de la petite Amal Hussain, toute une génération yéménite est sacrifiée par la famine. « Même si la guerre prenait fin demain, il faudra de nombreuses années au Yémen pour se reconstruire », déplore Annabel Symington. « Même si nous pouvions nourrir demain tous les enfants qui souffrent de la faim, l'état de malnutrition actuel aura des effets irréversibles sur le développement de leur croissance et de leur cerveau. Deux millions d'enfants privés de leur droit à l'alimentation ne pourront jamais grandir correctement et devenir des membres actifs de la société. Cela aura un immense impact sur le PIB du pays. Il s'agit d'une génération perdue. » I

De l'art dans les décombres

Murad Subay fait de la guerre et de l'oppression ses sujets. Il transforme les ruines de Sanaa en œuvres d'art. Rencontre au Caire avec le prodige yéménite du *street art*. Par Cornelia Wegerhoff



Dans sa fresque « Trilogie de la guerre, de la faim et de la maladie », **Murad Subay** raconte qu'au Yémen, quelle qu'en soit la cause, la mort a toujours le même visage.

Sur la soixantième rue de Sanaa, la capitale du Yémen, le bâtiment est en ruine. Il n'en reste que des gravats et un pan de mur partiellement calciné par l'incendie d'un tas d'ordures. « La guerre n'y est pour rien », prévient Murad Subay, en montrant la photo sur l'écran de son portable. « Les maisons ont été détruites pour d'autres raisons. » Le jeune homme de 31 ans tient à prévenir toute interprétation erronée. Il ne souhaite pas en « rajouter dans le pathétique », comme il le dit. La situation de son pays est déjà bien assez dramatique. « Je peins souvent sur des ruines, qui symbolisent pour moi les âmes blessées des Yéménites. » C'est une réalité qu'il n'y a nul besoin d'interpréter.

La mort a toujours le même visage | Murad Subay a transformé le mur à moitié écroulé en une œuvre d'art. Un homme décharné fixe désormais les passant·e·s. Il est assis sur un baril de TNT comme on s'assiérait sur

un simple tabouret. Ses orbites sont deux trous noirs et ses cheveux ressemblent à une forêt carbonisée. Ce personnage lugubre joue d'un oud, le luth oriental, dont presque toutes les cordes ont été arrachées. Il lui manque également des doigts et des orteils, son index est tendu en un geste explicite. Le titre de la fresque : « Fuck War » [merde à la guerre].

Murad Subay s'excuse pour ce langage, mais explique que c'est la phrase qui décrit le mieux ce qui trotte dans sa tête ainsi que dans celle de ses compatriotes. « Nous sommes fatigués, vous savez », dit l'artiste. Depuis mars 2015, une coalition militaire conduite par l'Arabie saoudite appuie le gouvernement yéménite dans sa lutte contre l'insurrection des rebelles houthis. Les bombardements orchestrés par Riyad n'ont pas tué que des combattants ennemis, mais aussi de nombreux innocents. Les Nations unies dénombrent plus de 10 000 victimes. « Save the Children » rapporte qu'au moins 85 000 enfants sont morts de faim au Yémen depuis 2015.

De fréquentes épidémies de choléra, de diphtérie et de rougeole font des ravages. Ces chiffres macabres, Murad Subay les a illustrés sur le mur d'une maison dans la ville portuaire d'Hodeida. La fresque intitulée «Trilogie de la guerre, de la faim et de la maladie» montre trois fois le même personnage au regard vide sur des fonds de différentes couleurs. Le message est clair : au Yémen, quelle qu'en soit la cause, la mort a toujours le même visage.

L'artiste est né en 1987 à Dhamar, dans les montagnes du centre du Yémen. Il n'a connu depuis sa jeunesse que le conflit et la guerre. En 1994, peu de temps avant le début de la guerre civile entre les rebelles houthis et le gouvernement d'Ali Abdallah Saleh, alors président, il déménage à Sanaa avec ses parents et ses six frères et sœurs. Il y fait des études de littérature anglaise, tout en s'adonnant à la peinture, qu'il pratique depuis son jeune âge. Il est reconnaissant envers sa famille d'avoir toujours encouragé sa fibre artistique. Ses premières expériences politiques remontent aux manifestations estudiantines de 2008. À l'époque, les agents de sécurité du campus de son université veulent lui couper ses longs cheveux bouclés. Il n'a jamais cédé et raconte avec un rire amer : «À ce moment, nous avons commencé à apprendre à dire "non, non" contre toutes les injustices criantes dans notre pays.»

Peindre les disparu·e·s | Lorsque la révolte des Printemps arabes a atteint Sanaa en 2011, Murad et ses camarades sont descendu·e·s dans la rue. Un an plus tard, le jeune artiste troquait pour la première fois sa toile contre un pan de mur. «Colour the walls of your street» [mets des couleurs sur les murs de ta rue], était la devise de sa première campagne artistique. Murad Subay voulait inciter les jeunes Yéménites à embellir les murs de leurs quartiers abîmés par la guerre par une profusion de couleurs.

C'est également en 2012 qu'il a donné le coup d'envoi de sa campagne «The walls remember their faces» [les murs se souviennent de leurs visages]. Avec le concours de leurs proches, il a peint les portraits en noir et blanc de plus d'une centaine de personnes victimes de disparitions forcées. «Lorsque les familles étaient dans la rue avec moi pour peindre le père, le

frère et le fils dont elles étaient sans nouvelles, des conversations s'engageaient avec les passants.» Jusque-là, leur drame était étouffé sous une chape de silence. Cette action a duré sept mois, durant lesquels Murad Subay a navigué entre Sanaa, Aden, Taizz et Hodeida. Il n'était pas rare que les portraits des disparus soient recouverts de peinture pendant la nuit. «Et là, nous allions un cran plus loin», raconte-t-il, non sans fierté : «Les familles revenaient et peignaient un nouveau portrait, parfois jusqu'à dix fois de suite!»

L'artiste poursuit son travail sans se laisser perturber par la guerre et les tentatives de mise au pas de la part des autorités. Ses œuvres sont parfois insoutenables tant son langage est direct. Telle l'image du fœtus, dont l'habitable n'est pas le ventre de sa mère, mais un cercueil rouge, car son destin est déjà scellé avant sa naissance. Sur d'autres images, un enfant soldat rêve de jouer au football ou une petite fille arrose un rosier qui pousse dans une grenade.

Ces thèmes rappellent le travail de l'artiste britannique Banksy, auquel Murad est souvent comparé. Il sourit quand on lui en parle. «Banksy est un artiste génial, cela me fait plaisir qu'on me dise que mes œuvres ressemblent aux siennes.» Les méthodes de travail des deux artistes sont pourtant très différentes. Le jeune homme aime peindre avec d'autres personnes. Il tend pinceaux et couleurs aux habitant·e·s des quartiers dans lesquels il crée ses œuvres. En assistant ou en participant à l'exécution des peintures, ils sont peut-être également pour lui une protection.

Il a entrepris récemment une nouvelle série d'œuvres de *street art* nommée «Faces of War» [visages de la guerre]. Son vœu n'est pas de prendre parti pour l'un ou l'autre des belligérants, précise-t-il. «L'art n'est pas pour ou contre quelque chose ou quelqu'un. Il doit seulement donner à voir à quel point la guerre fait souffrir celles et ceux qui y participent», formule-t-il diplomatiquement. Avant de lâcher : «D'un côté, ils ont occupé la capitale. De l'autre, ils viennent avec des avions et bombardent le pays. J'appartiens au peuple. C'est lui que je soutiens, et personne d'autre.»

Au Yémen, de telles affirmations suffisent à s'attirer des ennuis : un simple post sur Facebook peut mener son auteur·e en prison. La plupart des gens préfèrent donc se taire. Ce n'est pas le genre de Murad Subay, comme il le martèle avec détermination.

Son projet de *street art* doit lui permettre d'attirer l'attention sur les injustices perpétrées dans son pays. Pour l'instant, il s'accorde un peu de répit chez son frère au Caire. Mais il a déjà en tête les images qu'il peindra sur les murs, de retour au Yémen : «En temps de guerre, l'art est encore plus capital qu'en temps de paix.» |

www.muradsubay.com



Murad Subay incite les jeunes Yéménites à embellir les murs de leurs quartiers abîmés par la guerre par une profusion de couleurs.

©Venerei Foundation

Un négoce sanglant

À la tête de la coalition engagée contre la rébellion houthi, l'Arabie saoudite ne produit pas d'armes. Toutes les bombes qui pleuvent sur le Yémen sont donc de fabrication étrangère. Un commerce cynique auquel la Suisse prend aussi part. Enquête. Par Jean-Marie Banderet

Il est près de 8h20 ce matin du 9 août 2018. Le bus qui transporte une cinquantaine d'élèves s'arrête au marché de Dahyan, un village dans le nord-ouest du Yémen aux mains de la rébellion houthie, pour y acheter de quoi manger. Une minute plus tard, c'est le chaos. Du bus, il ne reste que des morceaux de ferraille tordus. Des témoins ramassent des morceaux de chair partout autour de la carcasse. Ainsi que des débris de la bombe larguée par un avion de la coalition menée par l'Arabie saoudite: une Mk 82, fabriquée par l'entreprise américaine Lockheed Martin.

Depuis le début du conflit en septembre 2014, les victimes civiles imputables aux quelque 18 000 frappes aériennes de la coalition se comptent en dizaines de milliers. Parmi celles-ci, au moins 13 000 enfants auraient trouvé la mort, selon les chiffres de l'ONU. Si le bombardement du bus à Dahyan a choqué l'opinion publique, Washington ne semble pas s'en émouvoir outre mesure: le 20 novembre dernier, réagissant à l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, le président américain Donald Trump justifiait publiquement les exportations étasuniennes vers l'Arabie saoudite par une phrase simple: « Si je décide de les couper, ils iront acheter leur équipement militaire en Russie et en Chine. »

Une manne pour l'industrie ? | C'est que les ventes d'armes vers les pays du Golfe – Arabie saoudite en tête avec son budget militaire de 56,7 milliards de dollars en 2015 – représentent un marché très important que se partagent bon nombre de pays occidentaux: États-Unis, Royaume-Uni, France, Espagne, Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Italie, Belgique, mais aussi la Suisse. Sur la période qui s'étend de 2011 à 2017, cette dernière se place au sixième rang des marchands d'armes, à en croire les chiffres publiés par le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI). Selon les statistiques du Secrétariat d'État à l'économie (SECO), le chiffre d'affaires des ventes d'armes suisses vers l'Arabie saoudite avoisine les 95 millions de francs sur la même période. Pourtant, un autre client du Golfe, lui aussi membre de la coalition, lui vole la vedette: les Émirats arabes unis (ÉAU) ont quant à eux acheté pour plus de 438 millions de francs d'armement *made in Switzerland*.

À eux deux, les États-Unis et le Royaume-Uni détiennent plus de 81% de ce commerce, selon les statistiques du SIPRI, contre 1,8% pour la Suisse. Alors, pourquoi conserver ces relations peu fréquentables? « Plusieurs pays – et c'est surtout vrai pour ceux qui exportent des armes lourdes – ont développé une dépendance à l'exportation », explique Marc Finaud, ancien diplomate français et expert au *Geneva Centre for Security Policy* (GCSP). Si l'on ajoute à cela le fait que la plupart des exportations ne sont pas seulement constituées de biens, mais aussi de contrats de maintenance, « le pays se trouve ligoté à sa clientèle », résume l'expert. En Suisse aussi, l'industrie essaye de défendre ses intérêts et trouve un soutien auprès du Conseil fédéral. En juin dernier, celui-ci a assoupli une nouvelle fois l'Ordonnance sur le matériel de guerre (OMG) au nom du maintien de l'industrie.

Armes « défensives » | Selon le SECO, le matériel expédié au cours de ces dernières années en Arabie saoudite est surtout constitué d'armes légères et de munitions, ainsi que de « matériel de conduite de tir » – soit des systèmes d'acquisition de cibles pour des canons antiaériens. « Étant donné la conception et la palette d'utilisation de ces armes, la probabilité qu'elles soient employées à des fins abusives pour commettre des violations graves des droits humains est très



L'industrie de l'armement suisse a continué à exporter du matériel de guerre vers l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis depuis le début du conflit au Yémen. Ici, des enfants ramassent des éclats de missiles tirés par la coalition militaire sur la ville de Sanaa, le 20 janvier 2019.

faible», explique Fabian Maienfisch, porte-parole du SECO. Selon la ligne officielle, cet équipement a donc une vocation défensive, plutôt qu'offensive. Pour Lisa Mazzone, conseillère nationale des Verts, la distinction n'est pas si claire. «Le problème est que cette séparation n'est pas si simple, comme on a pu le voir avec les avions d'entraînement Pilatus, qui peuvent être transformés en avions de guerre. Et même si ces armes ne sont pas utilisées pour l'offensive, en les livrant, nous renforçons la puissance de ces pays, alimentons leur course à l'armement et leur capacité à mener une guerre.» Le royaume possède en effet d'autres pièces d'équipement suisses, dont plus de mille transports de troupes blindés fabriqués par la firme suisse Mowag, ainsi qu'une cinquantaine de Pilatus. Le même type d'armement est envoyé vers les ÉAU.

Garde-f(l)ou | Il aura fallu quatre ans et l'escalade de violence qui a mené à la crise humanitaire que traverse le Yémen pour que le Traité sur le commerce des armes (TCA) commence à être suivi d'effets. Signé par 92 États, parmi lesquels on retrouve cinq des plus grands marchands de canons du monde, le TCA interdit depuis 2014 la circulation d'armes à destination de pays où l'on sait qu'elles serviraient à commettre des crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocides ou autres atteintes graves aux droits humains. Pourtant, ce n'est qu'à l'automne dernier que des pays de l'Union européenne commencent à suspendre leurs exportations vers les pays du Golfe. La Belgique ouvre le bal en juin 2018, en gelant ses ventes vers l'Arabie saoudite, suivie en septembre par l'Espagne, qui gèle la livraison de 400 bombes guidées au laser (du type de celles qui pleuvent sur le territoire yéménite) et l'Allemagne le mois suivant.

En Suisse, la législation a plutôt tendance à favoriser les industriels. Depuis 2009, plusieurs restrictions aux autorisations d'exportation vers le Moyen-Orient ont été levées. En témoignent l'abandon en 2016 du moratoire concernant les pays impliqués dans la guerre au Yémen, ou la décision plus récente d'instaurer des dérogations à l'interdiction de vendre des armes à des pays impliqués dans un «conflit armé interne». Si la Syrie et le Yémen sont expressément exclus de ces autorisations, il faudra cependant attendre octobre et l'assassinat de Jamal Khashoggi, pour que le SECO ordonne aux douanes de geler les exportations vers l'Arabie saoudite. «Compte tenu de l'implication de l'Arabie saoudite et des ÉAU dans la guerre dramatique au Yémen, poursuit Lisa Mazzone, livrer des armes à ces pays est criminel – y compris des armes de défense – car cela renforce la puissance militaire de la coalition qui mène des frappes. Et cela alors que des crimes de guerre sont perpétrés.»

En réaction à ces règles trop souples, une initiative populaire fédérale – l'initiative de rectification –, propose d'exclure

purement et simplement les exportations d'armes dans les pays impliqués dans une guerre civile et dans ceux qui violent systématiquement et gravement les droits humains. Sans aucune exception. Pour la conseillère nationale, il s'agit du meilleur moyen d'assurer que les contournements dans le processus des autorisations n'aient plus lieu. Mais les critiques n'émanent pas seulement du comité d'initiative. Le 3 septembre, un rapport du contrôle des finances épinglait la proximité entre le gouvernement suisse et son industrie de l'armement. En cause, notamment, les contrôles jugés trop laxistes auprès des entreprises et des moyens insuffisants. «La connivence entre le SECO et les marchands d'armes ouvre la porte à toutes les interprétations de la loi et autres astuces de l'industrie, comme passer par des pays intermédiaires. Le meilleur moyen d'empêcher ces contournements est d'avoir enfin une loi claire, qui ne permette pas d'interprétations douteuses», conclut Lisa Mazzone. Mais sans une action unanime de la communauté internationale, le ciel yéménite demeurera couleur plomb encore longtemps. |

Où finissent les armes ?

«L'Arabie saoudite est un cas d'école: c'est un des rares pays qui ne produit aucun armement, mais en exporte.» L'expert du GCSP Marc Finaud soulève ainsi le problème de la destination finale des armes livrées vers le royaume. Le 6 février, un rapport d'Amnesty révélait que les Émirats arabes unis revendent illégalement différents types d'armes à des milices qui opèrent au Yémen, soupçonnées d'avoir commis des crimes de guerre. Le rapport ne mentionne pas l'implication directe d'armes suisses dans les crimes documentés mais, d'après un rapport de l'agence de presse *Deutsche Welle*, des grenades à main, de fabrication suisse auraient été livrées aux ÉAU par l'entreprise suisse RUAG en 2003 et seraient utilisées au Yémen. Pour tenter de limiter les détournements, les États sont tenus de vérifier que les équipements finissent bien entre les mains du destinataire autorisé avant de délivrer une licence d'exportation. «C'est lors de l'étape suivante, lors de la livraison, qu'il y a le plus de lacunes», explique Marc Finaud. Rares sont les pays qui disposent des moyens humains et financiers nécessaires pour effectuer un contrôle de la livraison. «Les États-Unis sont le principal pays à envoyer des experts vérifier que les armes sont bien livrées aux destinataires autorisés, poursuit l'expert. Mais souvent, les pays importateurs n'acceptent pas ces contrôles, qui empiètent sur leur souveraineté. On entre alors dans une zone grise: réexportation, transfert à des acteurs non étatiques, la trace des équipements est parfois brouillée.» En théorie, la réexportation est soumise à autorisation auprès du pays d'origine de l'équipement. Mais en pratique, il est parfois impossible de suivre cette trace. «Les exigences mises en place dans les pays de l'Union européenne dès 1998 sont bien plus strictes que les minima imposés par le TCA.» JMB

La détresse des déplacé·e·s

Deux millions de personnes ont fui leur domicile pour se réfugier dans une autre partie du Yémen. Shabia Mantoo, responsable du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) décrit une situation intenable. Propos recueillis par Manuela Reimann Graf



© UNHCR Rawabi Al Nashah

Les personnes déplacées depuis un an ont généralement épuisé toutes leurs économies. Certaines n'ont parfois aucun toit et sont exposées aux intempéries.

▷ **AMNESTY** : Les personnes déplacées sont celles qui souffrent le plus gravement de la guerre. Quelles sont leurs conditions de vie ?

◁ **Shabia Mantoo** : Elles mènent une lutte quotidienne pour avoir accès à de la nourriture et éviter la violence et les bombardements. Depuis le début du conflit, quatre millions de personnes ont été contraintes de fuir leur domicile. Un quart d'entre elles ont tenté de rentrer, pour découvrir que leur habitation avait été détruite. Beaucoup ont dû fuir à maintes reprises d'une région à l'autre. Les personnes déplacées depuis un an ont généralement épuisé toutes leurs économies et dépendent alors de l'aide de leur communauté. Certaines n'ont parfois aucun toit et sont exposées aux intempéries.

▷ **Pourquoi très peu de Yéménites quittent le pays ?**

◁ La majorité n'a d'autre choix que de rester au Yémen. La plupart n'ont même pas les moyens de traverser le pays. De plus, il est presque impossible de quitter le pays en raison des affrontements aux frontières. Jusqu'à présent,

seules 65 000 personnes sont parvenues à fuir dans les États voisins ou dans d'autres pays du Moyen-Orient.

▷ **Comment le travail du HCR a-t-il évolué avec l'intensification des affrontements ?**

◁ Nous sommes présents dans le pays depuis une trentaine d'années. Avant le conflit, nous répondions aux besoins des personnes qui fuyaient la Corne de l'Afrique (*ndlr* : lire encadré p.23) pour se réfugier au Yémen. Depuis quatre ans, la migration est surtout un phénomène interne. Nous répondons aux besoins des Yéménites déplacés au sein de leur propre pays. Notre longue présence dans le pays nous a permis de mettre en place des programmes humanitaires dans chaque gouvernorat. Notre travail au Yémen est devenu extrêmement difficile, le conflit a fait plonger le pays dans l'une des plus graves crises humanitaires. Nous négocions sans cesse avec les différents camps pour obtenir un accès humanitaire sans entrave, ainsi que pour assurer la protection de notre personnel et de nos infrastructures. |

« La paix est possible »

Radhya al-Mutawakel documente les violations des droits humains au Yémen depuis 2004. À la tête de l'organisation Mwatana, la jeune femme fait part des espoirs qu'elle nourrit pour son pays. Propos recueillis par Markus Bickel



© Sarah Eick

Radhya al-Mutawakel a documenté de nombreux cas de personnes décédées faute de soins.

▷ **AMNESTY**: Peut-on espérer, en ce début d'année 2019, que le Yémen retrouve la paix ?

◁ **Radhya al-Mutawakel**: Les chances sont meilleures qu'elles ne l'ont jamais été depuis le début de la guerre. Durant les deux mois qui ont suivi le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, la communauté internationale a réussi à mettre tous les belligérants autour d'une table en Suède, alors même que la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis répétaient depuis des années qu'un dialogue entre houthis et Saoudiens était impossible. Mais l'ouverture est ténue et si nous ne saisissons pas cette chance, nous devons tout reprendre à zéro. Il faut absolument maintenir la pression sur les belligérants car un échec des négociations entraînerait une nouvelle flambée des hostilités. La paix au Yémen reste en tout temps un horizon possible, mais nous n'en avons jamais été aussi proches depuis 2015.

▷ Les négociations de paix en Suède n'ont pourtant pas permis d'obtenir la réouverture de l'aéroport de Sanaa.

◁ Depuis que cet aéroport a été fermé par les Saoudiens en 2016, aucune tentative de le rouvrir n'a abouti, et ce ne fut malheureusement pas non plus le cas en Suède. Dans cette guerre, aucun des acteurs du conflit ne se soucie le moins du monde de ce qui arrive aux civils. Ce n'est qu'en usant de moyens de pression qu'on peut espérer les faire réagir. Je mise donc sur un second cycle de négociations.

▷ Quelles sont les conséquences de la fermeture de l'aéroport pour les habitant-e-s de Sanaa et de ses environs ?

◁ Il faut dix heures de voiture pour atteindre l'aéroport le plus proche, celui d'Aden, voire quinze heures pour celui de Seiyun. Le trajet en bus dure bien plus longtemps. Les premières victimes sont les personnes trop malades pour supporter ce voyage. Avec Mwatana, nous avons documenté de

nombreux cas de personnes décédées faute de soins, impossibles à prodiguer sur place. Celles et ceux qui craignent d'être fouillés et arrêtés à l'un des innombrables check-points pâtissent également de la fermeture de l'aéroport.

▷ **Votre organisation a documenté des atteintes aux droits humains également à Hodeida. Comment parvient-on à mener des enquêtes dans ces conditions ?**

◁ C'est devenu très difficile et surtout très dangereux. Un de nos collaborateurs a été récemment enlevé et n'a retrouvé la liberté que 45 jours plus tard. Mon mari et moi avons été retenus pendant des heures à l'aéroport de Seiyun sur les ordres d'officiers saoudiens qui voient d'un mauvais œil que Mwatahana continue ses investigations en temps de guerre. Il n'est pas facile d'obtenir des informations détaillées, mais nous avons nos sources.

▷ **Une des raisons pour laquelle la guerre se poursuit depuis bientôt quatre ans est la faiblesse du mandat du médiateur de l'ONU. Que pensez-vous du nouvel envoyé spécial Martin Griffiths ?**

◁ Il est compétent, clair, expérimenté. Griffiths a réussi à gagner la confiance de toutes les parties. J'espère que la communauté internationale va continuer à le soutenir. Car jusqu'à présent, chacun interprète les négociations de Suède en fonction de ses propres intérêts.

«Les puissances de veto que sont la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne n'ont jamais fait mine de s'opposer à l'Arabie saoudite ou aux Émirats arabes unis.»

▷ **En décembre dernier, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est mis d'accord pour un cessez-le-feu à Hodeida, mais n'a arrêté aucune formulation dénonçant les crimes de guerre. Pourquoi ?**

◁ Les belligérants violent le droit international en sachant très bien que leurs crimes resteront impunis. Durant toutes ces années, les puissances de veto que sont la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne n'ont jamais fait mine de s'opposer à l'Arabie saoudite ou aux Émirats arabes unis, bien au contraire. Des organisations de défense des droits humains telles que Mwatahana ont pris de nombreux risques pour documenter les violations, pour constater que face au commerce

des armes et aux intérêts politiques, la vérité n'a aucune importance. Si la volonté était présente, il y a longtemps que cette guerre aurait pu être arrêtée.

▷ **Comment expliquez-vous que le monde s'intéresse si peu aux souffrances de votre pays ?**

◁ La guerre au Yémen n'est pas une guerre oubliée, c'est une guerre ignorée. La raison en est notamment le commerce des armes et ses bénéfices florissants : voilà pourquoi la Grande-Bretagne, les États-Unis et la France soutiennent aveuglément l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Pourtant, depuis le meurtre de Khashoggi, quelque chose a changé : les Saoudiens ont commencé à réagir aux pressions, rendant possibles les récentes avancées au Yémen. Il faut saisir cette chance. |

Golfe de douleur

Aussi étrange que cela puisse paraître, des dizaines de milliers de migrant-e-s et de réfugié-e-s sont arrivé-e-s et continuent d'arriver au Yémen chaque année, malgré la guerre, en provenance principalement de pays de la Corne de l'Afrique comme la Somalie, l'Éthiopie et l'Érythrée. Le Yémen a toujours été un pays de transit et d'accueil en raison de sa situation géographique dans le golfe d'Aden. Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), plus de 60 000 personnes sont arrivées au Yémen en 2017. Beaucoup d'entre elles souhaitent se rendre ensuite aux Émirats arabes unis ou poursuivre leur périple vers d'autres États. Mais compte tenu de la situation au Yémen, de nombreuses personnes réfugiées restent bloquées dans le pays. D'année en année, les conditions d'accueil dans le pays se sont détériorées. « Beaucoup n'ont absolument aucune idée de la situation au Yémen », explique Shabia Mantoo, du HCR. « Pour y remédier, nous avons lancé en 2017 une campagne d'information dans les principaux pays d'origine des personnes cherchant refuge au Yémen. » Toutefois, de nombreuses personnes traversent encore la mer par le golfe d'Aden, à bord de bateaux de fortune surpeuplés.

Le conflit favorise également les réseaux de passeurs. Les réfugié-e-s qui parviennent néanmoins à rejoindre le Yémen sont souvent arrêté-e-s et détenu-e-s dans des camps, comme l'ont signalé diverses organisations humanitaires et l'Organisation internationale pour les migrations. L'extorsion, les demandes de rançon, l'esclavage et la violence sexuelle sont quotidiens. De violents renvois sont également pratiqués, parfois par ces mêmes passeurs qui amènent les réfugié-e-s dans le pays. Certains Yéménites font le trajet inverse, quittant la péninsule arabique pour rejoindre l'Afrique. Selon le HCR, des dizaines de milliers de Yéménites ont fui leur pays pour rejoindre Djibouti, la Somalie et l'Éthiopie. Manuela Reimann Graf

L'islam instrumentalisé

De nombreux pays et sociétés se réclamant de l'islam ne tolèrent pas les personnes LGBTI*. Quatre musulmans réunis lors d'une table ronde débattent sur les possibilités d'améliorer la situation. Par Ralf Kaminski

▷ **AMNESTY:** Comment expliquez-vous que tant de personnes LGBTI ayant grandi dans des pays musulmans ou au sein d'une famille pratiquante aient des difficultés à assumer leur orientation sexuelle et à la vivre ouvertement ?

◁ **Elias:** Le problème vient moins de la religion que de la culture. Très jeune, j'ai été frappé d'apprendre que l'islam historique était assez ouvert face à l'homosexualité. Ainsi, je m'interrogeais sur ce qui avait pu changer entre-temps. Durant les premiers temps de l'islam, les comportements homosexuels étaient très répandus et guère considérés comme problématiques. Deux raisons expliquent que ce ne soit plus le cas aujourd'hui: au XIX^e siècle, on s'est mis à considérer l'homosexualité non plus comme un

ment que l'homosexualité est un « produit d'importation » de l'Occident, ce qui est absurde.

▷ Partagez-vous l'opinion selon laquelle ce n'est pas la religion qui pose problème, mais la culture ?

◁ **Christian:** Absolument. L'islam est invoqué à tort pour justifier des dogmes et des interdictions qui servent à marginaliser les minorités. L'homosexualité est vue comme l'origine de tous les maux. Dans ces pays, les personnes LGBTI sont soumises à une très forte pression.

◁ **Kerem:** L'ignorance est un problème. Bon nombre de personnes musulmanes ne s'intéressent pas suffisamment au sujet pour réaliser que ce que leur racontent les imams et les autorités est faux. Il est urgent de rectifier les préjugés qui courent. Ce que de nombreuses mosquées et institutions religieuses évitent de faire, par peur de perdre leur pouvoir et leur influence.

◁ **Mazin:** Je pense que l'on peut lire dans certains passages du Coran une condamnation de l'homosexualité, par exemple dans l'histoire de Lot et de Sodome.

◁ **Christian:** Il s'agit d'une question d'interprétation. Le récit original reste très vague à ce propos. On ne trouve pas, dans tout le Coran, une seule ligne rejetant explicitement l'homosexualité.

«Celui qui ose remettre en question les dogmes du passé se voit aussitôt violemment accusé de vouloir "révolutionner l'islam".»

comportement, mais comme une identité. Sous l'effet de la colonisation européenne, les pays musulmans ont adopté cette manière de catégoriser les individus, ainsi que le jugement négatif attaché à certaines orientations sexuelles. On ne trouvera en revanche aucune référence directe à l'homosexualité dans le Coran. Les gouvernements des pays musulmans brandissent presque toujours l'argu-



Les interlocuteurs

Kerem Adigüzel, 31 ans, hétéro, né en Suisse dans une famille turque. Ingénieur aux CFF. Il préside l'association « Al-Rahman » et a écrit un ouvrage intitulé « Clés pour comprendre le Coran ».

Elias, 21 ans, hétéro, est né et a grandi en Allemagne d'un père allemand et d'une mère marocaine; il étudie les sciences des religions et vient d'achever son travail de Bachelor à propos des personnes LGBTI et le monde musulman.

Christian Awhan Hermann, 48 ans, gay, s'est converti à l'islam en 2017 et a récemment achevé sa formation d'imam. Il est aujourd'hui l'un des deux seuls imams homosexuels d'Allemagne.

Mazin, 34 ans, gay, originaire d'Arabie saoudite, informaticien, vit depuis quelques années en Suisse.

◁ **Kerem:** On peut naturellement toujours bâtir toutes sortes d'interprétations négatives. Mais je n'y vois aucune base sérieuse.

▷ Ne serait-ce pas justement de là que viennent les difficultés? Lorsqu'on fait dire ce qui nous convient au texte, et qu'on s'en sert pour appuyer ses thèses ?

◁ **Christian:** À la base, il y a un fort complexe d'infériorité. Durant des siècles, la civilisation arabe a dominé une bonne partie du monde dans les domaines scientifique, culturel et militaire. La perte de ce



De gauche à droite:
Kerem Adigüzel,
Elias et Christian
Awhan Hermann
s'interrogent sur les
origines du rejet de
l'homosexualité dans
les sociétés musul-
manes.

© Raif Kaminski

statut est difficile à encaisser. D'où l'importance de marquer sa différence avec l'Occident et l'attachement à une foi dogmatique.

◁ **Elias**: Celui qui ose remettre en question les dogmes du passé se voit aussitôt violemment accusé de vouloir «révolutionner l'islam». Le rejet de l'homosexualité est tellement répandu que le simple fait de s'interroger sur le bien-fondé de cet anathème est déjà considéré comme sacrilège.

◁ **Mazin**: Lorsque je repense à mon adolescence tourmentée en Arabie saoudite, toutes ces réflexions n'ont pas beaucoup de poids face aux angoisses, à la haine de soi et aux envies de suicide que j'ai pu ressentir alors.

◁ **Christian**: Il s'agit pourtant de trouver une manière de coexister, quelle que soit l'interprétation à laquelle on tient. Il est pratiquement impossible de changer l'opinion des gens, mais nous devons au moins pouvoir leur faire accepter qu'il existe d'autres manières de voir.

▷ **Racontez-nous comment s'est passé votre coming out.**

◁ **Mazin**: J'ai su très jeune que j'étais gay, mais je le ressentais comme une énorme tare et je m'efforçais donc d'être irréprochable. J'étais non seulement un excellent élève, mais un musulman extrêmement pratiquant. Ce n'est qu'à l'âge de vingt ans que la religion a perdu de son importance et que j'ai commencé à explorer librement ma sexualité. Mais je continuais à me détester pour cela, en

particulier à cause du mépris voué aux gays dans la société saoudienne. Je suis tombé en dépression et me suis soumis pendant cinq ans à un traitement médical. Ce n'est que plus tard que je me suis réconcilié avec ma sexualité.

▷ **Christian, pourquoi avoir choisi de vous convertir à l'islam ?**

◁ **Christian**: J'ai grandi à Nuremberg, où j'ai reçu une éducation protestante, et j'ai fait mon coming out à dix-neuf ans. J'ai rompu avec l'Église dans la foulée, car je ne m'y sentais plus reconnu. L'islam m'attirait déjà à l'époque, mais en tant qu'homme gay, je pensais n'y être pas particulièrement bienvenu. J'ai donc longtemps vécu ma foi monothéiste dans mon coin, sans être lié à une quelconque religion. En 2017, je me suis tourné vers l'islam, en comprenant que cette religion pouvait être vécue de manière progressiste et inclusive. J'ai entamé une formation d'imam pour aider les personnes LGBTI de confession musulmane, ce que je fais actuellement.

▷ **Dans quels pays musulmans la situation des personnes LGBTI est meilleure qu'en Arabie saoudite ?**

◁ **Elias**: Le Maroc et surtout la Tunisie évoluent dans la bonne direction – pas encore du point de vue juridique, mais dans la vie quotidienne. À Casablanca, il y a même des bars gays; certes, ils ne s'affichent pas comme tels, mais toute la ville sait où ils se trouvent. Le Liban a la réputation d'être relativement libéral.

◁ **Christian**: Dans plusieurs pays, la devise «Don't ask, don't tell» semble bien fonctionner. Beaucoup de choses sont possibles, même organiser des fêtes, pour autant qu'on reste discret.

◁ **Kerem**: Le Pakistan reconnaît depuis peu l'existence légale d'un troisième genre. Sur ce point, il est en avance sur de nombreux pays occidentaux. En Iran, il y a des débats entre théologiens, des signes d'ouverture.

▷ **Que faudrait-il faire pour que la situation s'améliore dans tous les pays musulmans ?**

◁ **Christian**: Les choses évoluent, nous avons aujourd'hui un outil puissant que les générations précédentes n'ont pas connu: la technologie. Grâce à internet, même une vallée reculée du Pakistan est en contact avec des idées et des individus dans le monde entier. Sur la toile, les jeunes LGBTI découvrent soudain des modèles auxquels ils peuvent s'identifier. Un homme gay en Somalie aura ainsi accès à un islam progressiste et inclusif.

◁ **Kerem**: Nous devons aborder le sujet de manière beaucoup plus active dans les mosquées, afin de désamorcer les préjugés. Nous avons besoin d'une pluralité de points de vue au lieu de la pensée unique qui règne actuellement: l'unité dans la diversité, plutôt qu'une croyance aveugle empêchant toute évolution. La diversité requiert un entraînement, il s'agit de l'enseigner et de l'ériger en modèle.

◁ **Christian**: L'ironie de l'histoire, c'est que la religion peut justement nous aider à atteindre ce but. Nous devons à nouveau nous pencher sur ce qui constitue le cœur de l'islam, et de toutes les grandes religions du Livre: l'amour, la paix, l'acceptation de tous les êtres. N'oublions pas que partout où il y a des êtres humains, il y a de l'espoir. |

* *LGBTI: personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexes.*

Un tajine saveur espoir

À Marrakech, un restaurant offre une formation à des femmes dans la précarité afin qu'elles puissent apprendre un métier et se réinsérer dans la société. Reportage. Par Julie Jeannet

Les client·e·s affamé·e·s sont accueilli·e·s par un grand oranger et une odeur d'amandes grillées, lorsqu'ils passent la porte de chez Amal, dans le quartier de Gueliz, en nouvelle ville de Marrakech. Les sourires discrets des serveuses leur emboîtent le pas.

Des cactus rêvassent au soleil, plantés dans une théière. Des tables en mosaïques de céramique donnent une touche chic au lieu sans être tape-à-l'œil. Les façades saumon délimitent un refuge serein dans le joyeux bazar de la ville rouge située au pied de l'At-

las. Un architecte marocain présente les plans de la rénovation d'un riad à ses clients américains. Des enfants poursuivent un chat à travers le patio, alors que des touristes français, penchés sur leur menu, hésitent entre un tajine et une salade.



L'association «**Amal pour les arts culinaires en faveur des femmes nécessiteuses**» a formé 240 femmes dans la précarité. 86% d'entre elles ont ensuite pu trouver du travail.



Les femmes formées par l'association Amal suivent des cours de pâtisserie marocaine, de cuisine traditionnelle et occidentale, ainsi que des cours de langues.

À première vue, le restaurant ressemble à des centaines d'autres établissements marocains. Houda, une grande femme aux cheveux clairs et joues fardées, mène la danse en prenant les commandes lorsque les ventres vides affluent. Khaoula se charge d'apporter les boissons et les amuse-bouche, alors que Rabiaa s'active en cuisine.

Une nouvelle voie | C'est un geste un peu maladroit, un regard un tantinet fuyant qui donne la puce à l'oreille. Une voix peu assurée trahit un secret: Amal, qui signifie « espoir » en arabe, est une chance, une nouvelle voie pour de nombreuses femmes. Veuves, orphelines, divorcées ou mères célibataires, elles sont ici en formation pour devenir cuisinière ou serveuse. La dernière volée a démarré son apprentissage le 10 octobre, celui-ci durera six mois. Et il est ambitieux: pâtisseries marocaines, cuisine traditionnelle et occidentale, rudiments de français et d'anglais, service, mathéma-

tique et hygiène sont au programme. Les femmes qui s'y aventurent sont armées d'une précieuse dose de motivation et de résilience.

Rabiaa a quitté l'école à l'âge de dix ans pour prêter main-forte à ses parents. Elle s'est d'abord occupée des moutons, puis d'une petite échoppe en périphérie de Marrakech. Au décès de ses parents, elle s'est retrouvée très isolée. « J'étais très peureuse, je n'osais pas sortir seule. C'est une connaissance qui m'a parlé du centre de formation et j'ai tenté ma chance », confie la trentenaire. La métamorphose est impressionnante, commente Kenza Taarji, la directrice de l'un des deux centres de l'association. « Rabiaa est plus sûre d'elle depuis quelques semaines, elle est organisée et s'est fait un bon réseau. » Si la jeune femme aime cuisiner la viande et le poisson, son péché mignon est le poulet au citron confit et aux olives.

L'association « Amal pour les arts culinaires en faveur des femmes nécessi-

teuses » a vu le jour grâce à Nora Belahcen Fitzgerald, une Marocaine-Américaine. Un jour, celle-ci fait la connaissance de deux jeunes femmes célibataires avec enfants en bas âge qui mendient devant sa maison à Marrakech. Elle prend alors l'initiative de récolter de l'argent pour elles mais, après une année, elle réalise que malgré son aide, leur situation n'a pas changé. Elle décide donc de former les jeunes femmes afin qu'elles puissent préparer des repas lors de soirées pour la communauté américaine, et de les rémunérer pour leur travail. De couscous en pastilla, l'idée se métamorphose en une association qui voit le jour en 2012. Le projet est désormais soutenu par la Fondation suisse Drosos. Depuis 2014, 240 femmes ont bénéficié de cette formation et 86% d'entre elles ont ensuite trouvé du travail.

Amal accueille une centaine de client-e-s tous les jours et figure depuis plusieurs années dans le classement des dix meilleurs restaurants de Marrakech. I

L'art de survivre

Le quotidien des habitant·e·s de Caracas est un angoissant marathon. Reportage parmi les Vénézuélien·ne·s pour qui se nourrir, se déplacer ou se soigner est devenu une épreuve quotidienne. Par Geneviève Garigos

Tous les matins, Laura M.* prend le métro pour le centre de Caracas. Un métro bondé, sale, imprégné d'odeurs de sueur. Elle s'y sent «comme un animal en cage». Violence des attouchements, des insultes, des vols à la tire, voire des braquages sous l'œil indifférent de policiers omniprésents. Fille aînée d'une famille de paysans, Laura a quitté son village à seize ans pour suivre des études universitaires à Caracas. Aujourd'hui, elle en a 34 et vit à Carapita, une banlieue populaire rongée par la violence. Son seul espoir consiste à permettre à son fils, qu'elle élève seule depuis le départ de son mari, de réaliser les rêves auxquels elle a dû renoncer.

Diplômée d'une maîtrise en sciences de l'éducation, Laura a enseigné quinze ans dans un établissement catholique subventionné par l'État. Licenciée, elle retrouve un emploi dans une entreprise privée. Le salaire est meilleur mais les trajets sont interminables. Le soir, elle regagne un logement loué 800 bolivars (BS), une fortune pour une pièce avec cuisine et salle de bains, dans les hauteurs d'un *barrio* où les maisons poussent les unes sur les autres et les services manquent cruellement.

Elle est confrontée au rationnement d'électricité et d'eau, dont elle reste privée du mercredi soir au mardi matin et qui ne vient pas du robinet mais des fuites du toit. Une eau non potable, boueuse. Les ordures s'entassent au coin de la rue, attirant rats et insectes. Mais sa véritable crainte, c'est la nourriture. Comment apaiser la faim de son fils ? Avec des prix qui doublent toutes les semaines, les aliments disponibles sont inabordables. Certes, Laura a droit à la *bolsa*

Clap (comités locaux d'approvisionnement et production), une caisse subventionnée par l'État, qui contient quelques kilos d'aliments de base (pâtes, riz, farine de maïs), du sucre, des lentilles et de l'huile, qu'elle paye 200 BS.

L'humiliation de la «bolsa» | Lancée en mars 2016, présentée comme une réponse à la pénurie alimentaire, la *bolsa* est décriée pour la mauvaise qualité des produits importés du Mexique, de Colombie, ou de plus loin, sans apports protéiques. La *bolsa* constitue un outil de contrôle social des plus pauvres par les 32 000 comités locaux, qui la distribuent à leur convenance. Pour cet apport alimentaire de quelques jours, Laura a cédé au harcèlement et aux menaces de la *Manzanera*, la femme assignée par le conseil local pour la surveiller. Elle a pris le Carnet de la Patrie, qui contient toutes ses données personnelles. Censée recevoir la *bolsa* tous les mois, elle l'attend six semaines, voire davantage. Pire, à tout moment, si elle est suspectée de critiquer le gouvernement, la *Manzanera* peut décider de la supprimer de la liste des bénéficiaires.

Elle pourrait aussi acheter des «produits régulés» les lundis et samedis dans certains supermarchés. Il lui faudrait faire la queue toute la nuit et une partie de la journée, sans l'assurance que des produits soient encore disponibles. Sans compter l'humiliation de se voir imprimer «un numéro sur la peau comme un animal» par les militaires qui surveillent, maltraitent, font passer ceux qui leur glissent un billet. Elle préfère acheter au

prix fort des œufs, du pain, des bananes aux vendeurs ambulants. La boîte d'œufs coûtait 240 BS la semaine dernière, plus de 600 cette semaine. Elle en gagne 3500 par mois.

L'inquiétude de Victor E.*, c'est le bus. Il louait un appartement dans Caracas, mais quand le propriétaire a vendu pour s'exiler, il est parti comme des milliers de jeunes, vivre avec sa grand-mère dans une cité-dortoir. Le prix du ticket de bus a été fixé à 10 BS par le gouvernement de Nicolás Maduro. Avec l'inflation, les coopératives qui gèrent les véhicules ne peuvent en assurer l'entretien et ils restent au dépôt. Les gestionnaires multiplient le prix du billet par cinq au risque de se retrouver contrôlés par la police. Les queues s'allongent indéfiniment devant les arrêts, et des perreras destinées au transport du bétail sont utilisées pour les citoyen·ne·s. Victor doit patienter entre deux et quatre heures pour une heure de trajet. Et il lui faut aussi des billets de banque pour acheter le ticket. Hormis les retraité·e·s qui reçoivent leur pension en liquide, le retrait à un distributeur est plafonné à 20 BS par jour à cause de la pénurie.

Depuis le 23 janvier, le Venezuela a deux présidents : l'un élu, lors d'élections contestées, Nicolás Maduro, et l'autre autoproclamé par intérim, Juan Guaidó. Cette crise politique qui divise le pays se joue dans un contexte économique et social catastrophique mais, ce reportage a été réalisé avant que Juan Guaidó soit reconnu président du Venezuela par une vingtaine de pays. La situation du reportage date donc de la période durant laquelle Nicolás Maduro avait le plein pouvoir.



© Juan Pablo Cordero/La Opinión

La population vénézuélienne est confrontée au manque de nourriture, d'électricité, de médicaments et de soins médicaux, survivre est devenu un combat quotidien.

Braquages | L'autre angoisse de Victor, c'est la violence. Il repère les voleurs et voleuses à la tire. Deux fois, il a sauvé la montre héritée de son père. Mais il a dû la laisser à celui qui lui a collé un pistolet sur la tempe. Son trajet comporte une partie d'autoroute, les braqueurs sortent alors leurs armes, déposent les passagères et passagers pris au piège, forcent les femmes à se dénuder, les humilient. Une fois, il s'est rebellé, son nez en conserve les séquelles. Depuis, il se méfie de tout le monde et monte dans le bus la peur au ventre.

Pour Marcos H.*, tout bascule le jour où sa femme Judith, enceinte de sept mois, commence à saigner. Elle supplie le médecin de pratiquer une césarienne. Une chance, les urgences ne sont pas fermées ! Marcos, lui, se démène pour acheter compresses, seringues, aiguilles et fils à suturer, bombonnes d'eau, chlore pour stériliser la salle... Pourtant, la petite Rachel sera infectée par un champignon. Le jour même de la césarienne, Judith et Rachel sont renvoyées chez elles. Pour payer les traitements, Marcos s'est privé de nourriture. Aujourd'hui la fillette a

six mois, lui a perdu 17 kilos, flotte dans ses vêtements. Il a rejoint le cortège des ombres que l'on croise dans les rues, parfois sur le sol, incapables d'avancer. La pénurie de médicaments s'est intensifiée depuis 2014, aggravée par l'émigration massive du personnel soignant : 26 000 médecins ont quitté le pays.

Les morgues débordent | En 1998, Elizabeth T.* est diplômée en pédopsychiatrie. Depuis, elle a toujours travaillé à l'hôpital. Elle en a démissionné quand son chef de service lui a intimé l'ordre de falsifier les dossiers d'enfants morts de dénutrition. Elizabeth a refusé d'émigrer. Soucieuse de prendre une part de « toute cette souffrance qui submerge le pays », elle travaille pour une association. Les familles arrivent souvent en consultation sans avoir mangé depuis des jours. Impossible de faire un prélèvement sanguin, d'administrer certains médicaments. Les doses doivent être diminuées pour qu'ils puissent les supporter. Certaines pathologies qui avaient disparu font à nouveau des ravages, faute de vaccins, de prévention : paludisme,

tuberculose, VIH. L'année dernière, pour la première fois, elle a diagnostiqué un cas de diphtérie. « L'état du système de santé est tel qu'il faudrait huit ans d'investissements massifs pour revenir à la situation de 1980, précise-t-elle. Il en fallait trois en 2017. »

Certaines familles ne peuvent plus payer de funérailles. Les corps s'entassent dans des morgues avant d'être enterrés dans une cour, une ruelle, enveloppés d'un drap, de sacs-poubelles. Les pénuries de nourriture, d'eau, d'électricité, de médicaments, de transports, le dénuement extrême sont les facettes d'une politique d'État qui vise à contrôler la population par la peur et l'impunité. La violence règne – 7 millions de Vénézuélien-ne-s sont en deuil d'un proche – comme l'absence de justice, la censure, les arrestations arbitraires, la torture. Quand la nuit tombe sur Caracas, l'éclairage manque, les rues se vident. Pourtant, nombreuses sont les personnes qui résistent, s'organisent, se réunissent chaque jour pour sauver des vies. Ils croient encore dans la solidarité. |

* Les prénoms et noms ont été modifiés pour la sécurité des personnes.

Les mots de Bachar pour dire le mal

Dans sa correspondance à un ami lausannois, le Syrien Bachar Alkazaz livre en français son courage face à la guerre. Un échange poignant publié mi-septembre. Par Aline Jaccottet



Bachar Alkazaz a fui la Syrie avec sa famille et trouvé refuge en Suède, mais reste très attaché à la francophonie.

Le français est sa patrie. Au fin fond des immenses forêts silencieuses du nord de la Suède où la guerre l'a contraint à s'installer, il n'est pas un jour sans que Bachar Alkazaz lise, écrive ou rêve dans cette langue. Elle est son point de fuite, son refuge intérieur. En témoignent les e-mails envoyés à Philippe Baud, un prêtre de Lausanne, dont un recueil est paru en septembre. Des *Lettres de Syrie et d'exil* qui relatent en une langue poétique les tourments intérieurs d'un homme confronté à la violence et à la mort, dans une douloureuse progression.

Le premier «Cher Philippe» date du 23 novembre 2010. Les deux hommes se sont rencontrés lors d'un voyage organisé et la guerre est encore bien loin. Guide touristique, Bachar Alkazaz maîtrise le français à la perfection. «J'ai découvert cette langue à l'âge de dix-sept ans avant de l'étudier à l'université. J'en ai immédiatement aimé toutes les sonorités, au point d'avoir écouté *L'Étranger* lu par Albert Camus pas moins d'une

centaine de fois», raconte-t-il au téléphone. Un séjour en France lorsqu'il était adolescent lui fait entrevoir «une autre manière de vivre, où l'humain, la démocratie, tiennent toute leur place». Des années plus tard, ce lointain Hexagone des droits humains servira de boussole à sa nuit syrienne.

«Fuir le feu» | En avril 2011, c'est le temps du désespoir, après les premières manifestations contrées par le régime. «Je serais le plus malheureux des hommes d'apprendre qu'après tout ce qu'ils ont offert au patrimoine de l'humanité, les Syriens ne méritent pas un avenir meilleur», dit-il à Philippe Baud. Bachar Alkazaz veut rester optimiste, souligne que «regardant les malheurs des autres, je trouve le mien médiocre», mais la peur grandit chaque jour. À la fin de l'année 2011, elle «ne veut plus me lâcher une seule journée»; en février de l'année suivante, elle est «comme l'air que l'on respire chaque seconde», décrit-il à son ami. En mai, Bachar raconte la queue interminable pour un peu de pain, les portes des écoles qui se ferment, les armes qui se rapprochent. En cette mi-octobre 2012 surgit la douleur de l'exil: «À quel mur, à quel meuble et à quel souvenir peux-tu dire adieu dans la maison à ce moment-là?»

Des temps «tordus» | Le refuge jordanien ne sera que provisoire. Les autorités d'Amman excluent les enfants syriens de l'école publique, évoquant des classes surchargées, ce qui scandalise le père. Il décide alors de tenter sa

chance en Europe et mise sur la Suède. «Je rêvais bien sûr de la France, mais on m'a dit que les autorités étaient débordées au point de ne pouvoir offrir un toit aux familles. Jusqu'à aujourd'hui, je tente de soigner cette blessure d'avoir dû renoncer», dit-il au téléphone. Muni d'un faux passeport français par lequel Bachar devient Nicolas, l'exilé traverse la Turquie et la Grèce en compagnie de son fils aîné.

Accepté-e-s en avril 2014 comme réfugié-e-s en Suède, Bachar et sa famille – son épouse et leurs cinq enfants – sont installé-e-s dans un petit village du nord du pays. La route et la guerre sont derrière eux... pas les épreuves. «L'oubli est un confort qui ne s'offre pas à tout le monde», écrit-il. Admiré pour sa persévérance – Bachar enseigne aujourd'hui le suédois aux enfants en même temps qu'il l'apprend et complète une formation de maître d'école, l'homme se sent pourtant profondément déraciné. Un malaise aggravé par celui de son épouse Sawsan qui refuse tout contact avec l'extérieur, et par les mauvaises nouvelles du pays. Ses parents sont morts sans qu'il ait pu les revoir et, en mars, son frère a été tué par un obus sous les yeux de son petit garçon.

Bachar le sent, il ne reviendra jamais dans les ruelles ensoleillées de Damas. Son horizon à lui, désormais, c'est la France, un jour peut-être. Et la vie dans une ville, «avec des trottoirs, parce que les trottoirs, c'est la rencontre, c'est la vie», dit-il en une voix où soudain, l'on perçoit un sourire. |

Lettres de Syrie et d'exil, Bachar Alkazaz, 2018, Éditions Labor et Fides, 168 p.

AMNESTY-BOUTIQUE

Nos produits sont fabriqués de manière durable et éthique.

**D'AUTRES PRODUITS ATTRAYANTS
PEUVENT ÊTRE COMMANDÉS
SUR NOTRE BOUTIQUE EN LIGNE
SHOP.AMNESTY.CH**

TASSES À EXPRESSO

Faïence blanche émaillée,
avec bord noir et logo Amnesty.
Hauteur 7,5 cm, contenance 10 cl.
Carton de 3 pièces.
Art. 2300.046 / Fr. 30.–



CARAFE À EAU

La carafe est fabriquée à partir
de bouteilles recyclées,
contenance de 70 centilitres.
Art. 2300.033 / Fr. 30.–



SAC DE GYMNASTIQUE

100% coton avec poche
intérieure à fermeture éclair.
Dimensions: 45 x 35 cm
Art. 2200.086 / Fr. 19.50



PARAPLUIE

Tige acier avec double automatisme,
diamètre ouvert: 97 cm.
Art. 2300.032 / Fr. 25.–



BONNET NOIR AVEC LOGO

50% laine et 50% acrylique,
agréable au toucher. Logo brodé.
Fabriqué en Suisse. Taille unique.
Art. 2200.077 / Fr. 20.–



JE COMMANDE LES ARTICLES SUIVANTS

Quantité	Nom de l'article	Taille	Art. N°	Prix

Nom: _____ Rue: _____
Lieu: _____ E-mail: _____
Tél.: _____ Signature: _____
Numéro de membre / client (si connu): _____

Les membres de la
Section suisse d'Amnesty
International bénéficient
de 10% de rabais sur
les publications et les
articles de la boutique, à
l'exception des bougies.

Envoyez vos commandes
à Amnesty International,
case postale, 3001 Berne
ou commandez sur notre
boutique en ligne:
shop.amnesty.ch

Couvertures

Un amour solaire

Kena, longiligne, casquette sur la tête, passe le plus clair de son temps avec une bande de garçons. Ziki, formes généreuses et longues nattes de couleur, répète ses chorégraphies en compagnie de ses amies. Lorsque leurs regards se croisent dans les rues de Nairobi, une douce histoire d'amour s'amorce entre les deux adolescentes. Dans son film *Rafiki*, la réalisatrice Wanuri Kahiu nous offre un décor coloré sur fond de malaise social. Les visages et la douceur des caresses sont filmés avec une grande délicatesse. Une délicatesse qui se heurte à la puissance de l'interdit et aux réactions violentes de leur entourage. Le film, présenté au Festival



de Cannes l'année dernière, a d'ailleurs été interdit au Kenya où l'homosexualité est punie par la loi. Candice Georges

Rafiki, Wanuri Kahiu, 2018, 83 minutes.

Manuel pour garçons libres et heureux

Après avoir appris qu'elle attendait un petit garçon, Aurélia Blanc a décidé d'écrire *Tu seras un homme – féministe – mon fils !* pour pallier le manque de manuels d'éducation féministe. Au fil des pages, l'auteure nous confronte aux stéréotypes et nous pousse à réfléchir : pourquoi apprendrais-je à ma fille l'autodéfense si je n'apprends pas le respect à mon fils ? Pourquoi mon fils devrait-il choisir un loisir uniquement parmi les alternatives « viriles » que représentent le foot et le rugby ? Aurélia Blanc ne nous laisse pas seul-e-s face à ces interrogations. Elle nous offre un florilège de ressources – du podcast sur la masculinité aux livres pour enfants non sexistes, en passant par des conseils pour aborder la question du consentement. Un précieux ouvrage à garder

dans un coin de sa tête au moment d'éduquer un enfant. Clara Bryois

Tu seras un homme – féministe – mon fils !, Aurélia Blanc, 2018, Éditions Marabout, 224 p.



Le périlleux chemin vers la liberté

Rana Ahmad fuit son pays, l'Arabie saoudite, pour échapper à l'oppression qu'y subissent les femmes et à la menace de mort qui pèse sur elle. « Ici, les femmes ne rêvent pas » est le récit autobiographique d'une vie marquée par l'absence de liberté et du long périple pour l'obtenir enfin, en Allemagne. Par Anaïd Lindemann

Issue d'une famille très religieuse, Rana a dix ans lorsque son grand-père lui retire son vélo (activité interdite aux femmes) et onze ans lorsqu'elle porte le hijab (voile islamique) pour la première fois, puis le niqab (qui masque tout le visage à l'exception des yeux). Son enfance, déjà salie par des abus d'hommes au sein même de sa famille, se volatilise avec sa bicyclette. Sa vie d'adulte « ressemble à une longue attente devant une porte fermée ». Aucune décision ni aucun mouvement ne lui appartiennent. Qu'il s'agisse de commencer des études ou de sortir acheter un sac de farine, la décision en revient aux hommes de la famille, qui l'accompagnent dans tout déplacement. C'est la loi. S'ensuivent une série de désillusions, de violences impunies et d'heures sombres qui la mèneront à prendre le plus dangereux des sentiers

en Arabie saoudite : la remise en question de la religion, puis son abandon. L'apostasie y est passible de la peine de mort. Rana décide alors de fuir vers l'Allemagne. Le chemin de l'exil sera long et parsemé d'embûches, mais également de rencontres précieuses.

L'histoire de Rana est un témoignage qui illustre les nombreuses injustices que subissent non seulement les femmes, mais également toute personne qui ne se plie pas à la législation autoritaire de cette monarchie islamique. Épinglée notamment par Amnesty International dans son rapport 2017/18, l'Arabie saoudite se hisse aux premières places des pays les plus catastrophiques en termes de droits humains : discrimination des minorités, procès inéquitables, peine de mort, absence de liberté d'expression, mépris des droits des femmes, ou encore pratique de la torture.

Au fil des pages, on craint parfois de lire entre les lignes une conviction qui ferait rimer athéisme avec liberté et islam avec oppression. Car c'est paradoxalement aussi l'histoire d'une conversion : l'abandon total de la religion pour une posture athée revendiquée, processus qu'elle qualifie de « chemin de la vérité ». Or ces impressions sont balayées par une figure paternelle très religieuse mais protectrice et admirée, ou encore par le rappel que la foi musulmane « n'exclut pas nécessairement le respect des femmes ». |



Rana Ahmad, 2018, *Ici les femmes ne rêvent pas. Récit d'une évasion*. Paris : Éditions Globes, 295 p.

Incertitudes et désillusions tunisiennes

Tunis, janvier 2013. Cela fait deux ans que le dictateur Ben Ali a quitté le pouvoir, suite à la révolution du peuple tunisien. Les espoirs d'un vent nouveau après l'ère dictatoriale sont vite déçus. Saïf, jeune diplômé, ne trouve pas de travail et n'a pas de perspectives d'avenir. Il quitte Le Kef, sa ville natale, pour poursuivre ses études dans la capitale. Ses frères, restés au Kef, s'en sortent comme ils peuvent. L'un vend de l'essence au marché noir, alors que l'autre décide de s'enrôler dans l'armée.

À travers les yeux de Saïf, d'Aziz, de Meriem et d'autres jeunes Tunisiens, Hélène Aldeguer nous transporte avec cette bande dessinée dans la Tunisie «d'après le Printemps», où la jeunesse tunisienne, pourtant principale actrice de la révolution, est confrontée à la dure réalité du chômage et de l'instabilité. Si la

situation dans le centre du pays est rude, la vie dans la capitale n'y est pas plus simple. Les offres d'emploi sont rares et les incidents politiques se multiplient et créent un climat d'incertitude. Le parti islamo-conservateur Ennahdha, interdit durant la dictature, siège dorénavant au Parlement et est accusé d'orchestrer les nombreuses attaques que subit l'opposition. La liberté d'expression est constamment réprimée et les jeunes qui haussent trop la voix, comme le rappeur Weld El 15 avec son tube «Boulicia Kleb» («les policiers sont des chiens»), sont emprisonné-e-s. Et à l'heure où la société civile commence à exprimer sa colère par des manifestations et des sit-in, le gouvernement utilise la peur de la menace terroriste pour appeler à l'unité. Ce ne sera qu'en janvier 2014 que la nouvelle Constitution sera finalement adoptée

et portera, avec elle, les espoirs renouvelés d'une jeunesse tunisienne fatiguée.

C'est avec un joli coup de crayon qu'Hélène Aldeguer nous fait découvrir le récit des jeunes Tunisiens après le Printemps arabe. Si, par moments, l'histoire est difficile à suivre avec les incidents politiques qui s'enchevêtrent, une chronologie détaillée des événements historiques. | Stephanie Janssen



Après le printemps – une jeunesse tunisienne, Hélène Aldeguer, 2018, Éditions Futuropolis, 135 p.

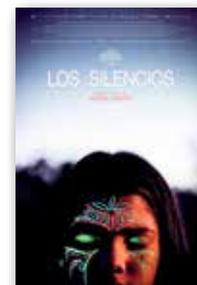
La cohabitation des mort·e·s et des vivant·e·s

Un refuge. C'est ce que sont venu-e-s trouver Amparo, sa fille Nuria et son fils Fabio sur cette île de l'Amazone, à la frontière entre le Brésil, le Pérou et la Colombie. Loin des affrontements entre la guérilla et les paramilitaires, la vie semble avoir ralenti dans ce village noyé entre la jungle et le fleuve. Hormis la vieille tante qui les aide à se loger, l'accueil est d'abord assez froid : les déplacé-e-s ne sont pas les bienvenu-e-s dans la communauté qui peuple l'île. Dans la maison de planches, un quatrième personnage vient bientôt faire son apparition : le mari d'Amparo, disparu aux mains de paramilitaires alors qu'il s'opposait à un projet d'une compagnie pétrolière sur leurs terres d'origine. Car ici les mort·e·s côtoient les vivant·e·s, comme s'ils ne les avaient jamais quittés.

Rien ne distingue les fantômes. Difficile de savoir avec certitude qui est vivant et qui est mort. Ils font partie du quotidien, sont présents partout. Lorsqu'un groupe hôtelier propose aux villageois-e-s de vendre leurs terres pour une bouchée de pain, on les consulte. C'est aussi par leur voix que transparait le drame qui se joue en Colombie. Embrigadé-e-s qui dans la guérilla, qui dans les paramilitaires, ce sont les fils de paysans, les enfants du pays qui s'entre-tuent.

Avec *Los Silencios*, la réalisatrice brésilienne Beatriz Seigner dépeint la guerre civile colombienne sans la montrer, en donnant la parole à celles et ceux à qui elle a coûté la vie. Les images sont très belles : le noir profond de la nuit amazonienne vient souligner la simplicité et la dignité

dans laquelle vivent les villageois-e-s et leurs défunt·e·s. On pourrait croire qu'en faisant vivre les mort·e·s parmi les vivant·e·s, les causes de leur décès finiraient par être oubliées. Or c'est tout le contraire, ce sont eux qui prononcent un réquisitoire poignant pour la fin d'une guerre absurde. | Jean-Marie Banderet



Los Silencios, Beatriz Seigner, Brésil, 2018, 89 minutes.

Ce film sera projeté les 10 et 15 mars à Genève dans le cadre du Festival international du film et forum sur les droits humains. Plus d'info sur : www.fifdh.org



© Albertine Mermel

De la lumière dans l'âpreté d'une vie

Nadia Boehlen, porte-parole d'Amnesty Suisse, publie *Les poupées de chiffon*, un recueil de nouvelles qui reflètent ses préoccupations pour les droits humains. L'auteure y brosse un univers dans lequel l'amour joue des coudes pour s'imposer face à la compétition sociale. Rencontre. Par Julie Jeannet

▷ **AMNESTY** : En quoi votre travail au sein de l'organisation a-t-il inspiré votre écriture ?

◁ **Nadia Boehlen** : Certaines de mes nouvelles ont initialement été publiées dans le magazine AMNESTY. Les thèmes que l'organisation aborde sont très vastes et au cœur de ce qui fait une existence. Je m'en suis donc inspiré assez facilement pour créer mes personnages. Mes nouvelles prêtent par exemple leur voix à une enfant placée, des enfants de sans-papiers, des réfugiés ou des femmes qui se battent pour leur indépendance et l'avenir de leurs enfants. À travers des scènes emblématiques de leur vie, j'ai voulu aborder des thèmes comme la migration, l'intégration, la xénophobie ou l'égalité de genre.

▷ **Comment avez-vous créé des textes de fiction à partir de ces thèmes ?**

◁ Au début, le cadre des droits humains me semblait contraignant. Puis, je me suis aperçue que je pouvais mettre un peu de moi dans des personnages que je créais, pour qu'ils collent à ce thème. Les personnages de ces nouvelles traversent tous des épreuves, la nécessité d'occuper un travail sous-qualifié après avoir émigré, la difficulté de s'imposer dans un emploi traditionnellement considéré comme masculin ou le mépris subi en raison de leur origine. J'ai voulu mettre de la lumière dans ces parcours de vie malgré leur âpreté. J'ai cherché à m'écarter de discours convenus ou moralisateurs, en montrant par exemple qu'on peut être en faveur de l'égalité des genres et pourtant l'entraver. Comme

cette femme qui doit lutter pour devenir ingénieure, mais refuse à son fils qu'il fasse de la danse classique. Au contraire, on peut avoir des idées conservatrices mais s'ouvrir aux droits humains dans la pratique, comme ce père UDC qui, à travers ses trois enfants métisses, change sa manière de penser et finit par voter en faveur des droits des étrangers.

▷ **Dans un texte, une jeune femme tombe amoureuse d'un homme du Cap-Vert mais elle n'est pas prête à affronter le regard des autres sur leur relation...**

◁ J'ai voulu montrer qu'elle était imprégnée malgré elle de sentiments xénophobes. C'est une jeune femme universitaire, ouverte à la diversité culturelle. Elle est manifestement attirée par cet homme venu d'ailleurs. Mais parce qu'elle craint le regard des autres, elle se prive d'une histoire d'amour avec lui. Dans ce cas, la xénophobie induit une manière de perpétuer l'imperméabilité sociale.

▷ **Vous peignez plusieurs histoires d'amour. Celles-ci résistent rarement aux différences culturelles. Le métissage amoureux est-il forcément douloureux ?**

◁ C'est surtout le métissage de statuts sociaux que j'ai voulu aborder. La compétition sociale s'insère souvent dans les liens amoureux pour les fragiliser. C'est quelque chose qui m'interpelle beaucoup. Néanmoins, l'amour survit souvent à ces relations métissées, soit sous la forme d'une descendance, soit que les personnes en ressortent grandies. Comme ce jeune Érythréen protagoniste d'une de mes nou-

velles, qui constate qu'il n'a plus peur de ses origines après sa relation amoureuse avec une camarade de classe suisse.

▷ **Plusieurs de vos nouvelles mettent en scène des femmes fortes et indépendantes.**

◁ On observe aujourd'hui encore une dépendance économique des femmes envers les hommes. Il en résulte souvent pour elles une sensation d'enfermement, une difficulté à se réaliser, assorties d'amertume. L'émancipation des femmes à travers leur travail, la richesse et la beauté que ce mouvement leur insuffle m'inspirent. |

Les poupées de chiffon, Nadia Boehlen, 2019, Éditions Slatkine, 128 p.



Migration, filiation, émancipation des femmes. Autant de thèmes que **Nadia Boehlen** aborde dans son recueil de nouvelles.

« JE COMMENCE L'EPFL »



Son attrait pour les mondes hispaniques et son envie d'ailleurs l'avait conduite en Argentine. À Buenos Aires, elle enseignait le français à l'université publique et sous-titrait des films pour cette partie de l'industrie du cinéma argentin qui s'exporte sur le marché européen. Elle n'avait pas voulu faire sa vie dans ce pays. Son autonomie financière y était précaire. Appartement étrié dans le quartier d'Almagro, couverture de santé inexistante, peu de moyens de voyager hors du continent avec l'argent qu'elle amassait chaque mois. Cet argent dont la valeur fluctuait au gré des crises financières et des dévaluations qui secouaient le pays. Pour améliorer son sort, il lui aurait fallu unir sa vie à un homme assis sur un patrimoine. Dans son pays déjà, elle avait fui ceux qui lui destinaient un rôle d'intendante. Les futurs médecins ou avocats portant ostensiblement grosses montres et belles matières. Elle n'avait pas l'ambition des beaux quartiers et des cercles qui semblent compter. Seulement celle de sa propre liberté. Elle savait aussi que l'Européenne qu'elle était ne s'habituerait jamais à la violence de la société argentine. Une violence produisant des inégalités profondes que l'État n'avait pas vocation à corriger sur ce continent. Alors, elle avait fait ses adieux à Buenos Aires.

Elle avait repris pied chez ses parents, établis dans un village en retrait de La Côte à proximité de Lausanne, le temps de trouver un emploi. Puis s'était installée dans une ruelle au cœur de la ville, à quelques pas d'un parc de verdure qui ouvrait sur la grande chaîne montagneuse et le lac en contrebas. Elle avait opté pour un appartement distribué autour d'un vaste hall carré. Un parquet de bois lustré lui conférait chaleur et cachet. Le sol de la cuisine avait conservé des catelles ocre d'un autre temps, tandis que la salle de bains n'était équipée que d'une baignoire en escalier crème flanquée d'un boiler. Éléments de vétusté qui ajoutaient à son charme et expliquaient un loyer modeste. Depuis l'étroit balcon, elle ne se lassait pas de regarder les immeubles adjacents aux airs de riviera, les arbres, sapins ou chênes isolés qui subsistaient entre les bâtiments, et l'échappée sur le grand lac.

Les amies qu'elle avait laissées en partant vivre en Argentine, déjà, semblaient avoir fixé à jamais leur vie : un mari, un ou plusieurs enfants, de vastes appartements modernes ou une maison dans les hauts de la ville ou dans un village de La Côte. Leur mari apportait le plus gros du revenu. Elles travaillaient à temps partiel, amenant un salaire d'appoint tout en veillant aux besoins de la

famille. Le seul changement par rapport aux familles de la génération précédente étant ce salaire d'appoint qu'elles gagnaient désormais. Des barrières entravaient certes leur emploi, difficulté à trouver des places en crèche et à concilier leur rôle de mère et un travail. Mais il lui semblait qu'elles avaient bradé avec une facilité déconcertante leur indépendance en devenant mères.

Elle avait commencé par donner des cours de français pour étrangers, et obtenu en parallèle un certificat de formatrice pour adultes. C'est à cette période qu'elle avait rencontré le père de son enfant. Un Burkinabé qui avait fait évoluer la danse de son pays et de sa ville de Bobo-Dioulasso en des mouvements plus fluides, moins saccadés, qu'il désignait comme de la danse afro-contemporaine. En ajoutant le mot contemporain à sa danse, Joseph avait le sentiment de la rendre plus occidentale, donc moins tribale et plus prestigieuse. Mais elle avait toujours préféré les danses africaines où l'aspect traditionnel demeurait visible. Acrobaties, pas dont l'intensité est décuplée par les percussions, et surtout ces amples mouvements rituels engendrés depuis la cambrure du dos.

Elle avait été attirée comme un aimant par sa peau, ses yeux rieurs entourés de cils épais et sa musculature adoucie de chair. Elle s'était souvenue des mots prononcés sur un ton laconique par son principal au gymnase. Les femmes universitaires s'unissent rarement à un ouvrier. Les choix amoureux sont dictés par le sentiment d'une connivence sociale. Elle savait bien que Joseph n'était pas de son cercle social, lui qui n'écrivait le français que de façon rudimentaire et venait de l'un des pays les plus pauvres de la planète. Qu'importait. Elle s'était laissée attirer par son corps, son sourire réchauffé de ses yeux noirs traversés de reflets bleutés. Et par sa danse qui, dans son aspect tribal et brut, l'émouvait alors plus que nul autre art. Il n'avait pas hésité lorsqu'il avait été question de faire un enfant. Les hommes de son pays et de son milieu n'hésitaient pas quand il s'agissait de devenir père, ne songeant pas un seul instant à la somme de responsabilités que cela représentait. Ou estimant qu'elle incombait aux femmes.

Elle était parfaitement lucide. Elle savait qu'il serait difficile de s'adapter aux rythmes de Joseph. Aux cours de danse qu'il donnait le soir et le week-end, à ses tournées avec sa troupe de musiciens et de danseurs, à ses voyages en Afrique, où il retournait pendant de longues semaines pour y puiser l'essence de son art et de ce qu'il était. Elle savait qu'il avait grandi dans une famille polygame.

Qu'il était de ceux qui ne sont de personne et n'appartiennent à personne. De ceux qui depuis toujours sont dans une liberté, sans que cette liberté n'entrave nullement leur équilibre. Elle savait qu'elle assumerait seule la charge financière de l'enfant. Joseph ne savait épargner. Oui, elle était parfaitement lucide. Faute d'envie ou par envie d'explorer d'autres vies et d'autres horizons, elle avait repoussé longtemps le moment de devenir mère. Mais à ce moment de sa vie, le désir de porter un enfant avait été plus fort que tout. Un désir qui venait des tréfonds de son corps, et qu'elle ressentait presque à chaque instant.

Elle l'avait trouvé maigre quand la sage-femme l'avait déposé sur sa poitrine. Elle s'était attendue à un bébé plus épais. Ses longues jambes surtout, lui paraissaient si frêles. Comme des pattes d'araignée. Elle en avait été presque déçue. Puis, en se nourrissant à son sein, l'enfant avait épaissi. Oui, il avait épaissi en quelques jours seulement. Et très vite, il avait gardé les yeux ouverts quand il était éveillé. Des yeux noirs traversés de reflets bleutés comme ceux de son père. Des yeux souriants qui illuminaient tout son visage. En découvrant ce sourire, elle avait su qu'elle l'aimait.

Dès les premiers instants, elle avait trouvé comment apaiser l'enfant en le mettant sur son sein, en lui donnant de sa chaleur. Après chaque moment passé contre elle, le petit la regardait de ses yeux grands ouverts et souriants. Et ce sourire la rassurait. Dans ce sourire il lui semblait lire que tout irait bien, même si Joseph ne serait pas toujours là. Que l'enfant et elle affronteraient les aléas de la vie en s'épaulant. Depuis lors, quand elle se sentait lasse de porter leur quotidien, elle prit l'habitude de plonger ses yeux dans les yeux du garçon, de le regarder sourire pour reprendre confiance en elle, pour croire à nouveau en leur avenir.

Pendant son congé maternité, elle avait eu vent d'un poste dans une fondation dédiée à l'intégration professionnelle. Elle aurait pour mission de mettre en place et superviser les formations pour faciliter l'accès au marché de l'emploi des populations concernées. Le choix avait été vite fait. L'emploi augmenterait considérablement son revenu, et lui permettrait des horaires plus adaptés à son rôle de mère que les cours qu'elle donnait jusqu'alors le soir. Elle avait commencé cinq mois après la naissance de son fils.

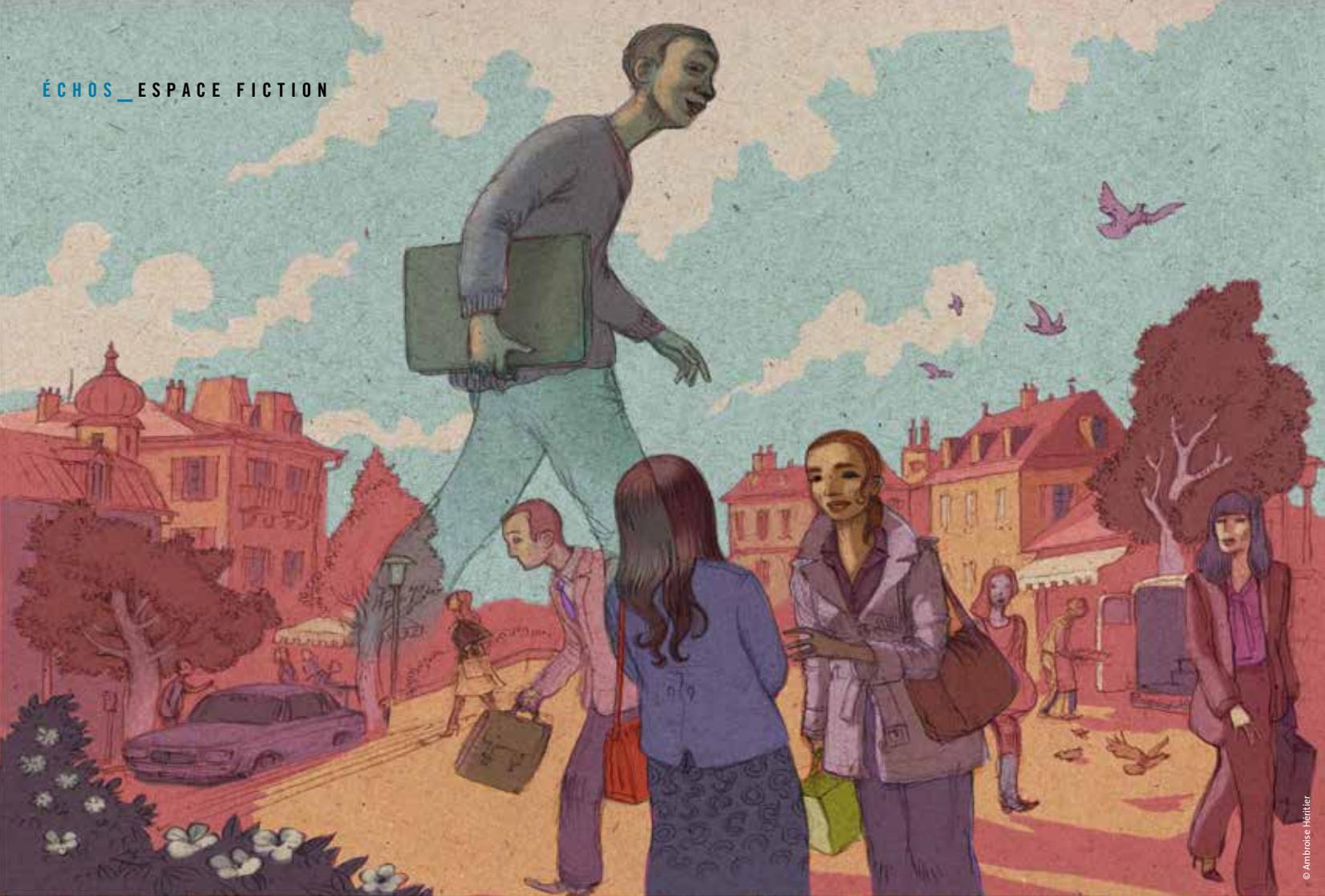
Elle était devenue mère au moment où crèches et structures d'accueil se mettaient en place, du moins dans les centres urbains. Elle aurait voulu prolonger les moments passés contre son enfant. Ses moments où rien d'autre n'avait d'importance que son corps contre le sien. Sa chair mêlée à la sienne. Mais elle n'avait pas eu d'autre choix. Elle courait pour retrouver l'enfant après sa journée de travail, pour le serrer contre elle, pour lui tenir ses mains et revoir son sourire.

Pendant son temps libre, elle l'amenait dans les salles où Joseph dansait avec sa troupe de musiciens. Le petit gambadait entre les instruments de musique ou trottait dans l'espace au rythme des percussions. Quand la soirée s'avancait,

il s'endormait dans sa poussette après avoir bu son biberon de lait. Joseph et elle rentraient à pied. Il tenait la poussette d'une main, et lui entourait les épaules de son bras libre. Sa ville lui semblait féerique quand il la tenait ainsi. Depuis le Grand-Pont, elle goûtait aux lumières, roses, violettes, rouges, dans l'ancienne zone d'entrepôts transformée où se dressaient à présent des enseignes de consommation de masse, des lieux de sorties et des espaces dédiés à la culture. Arrivés chez eux, ils réchauffaient un plat qu'ils avaient préparé la veille ou pendant le dimanche. Un ragoût de viande ou une ratatouille de légumes avec du riz. Puis elle s'asseyait sur ses genoux, près de la fenêtre du balcon. Et attendait qu'il se mette à lui passer les mains sous ses vêtements.

Avec le temps, elle s'était lassée des soirées passées aux sons frénétiques des djembés. Elle ressentait le besoin de repos dans l'intimité de son appartement après ses journées de travail. Elle avait préféré installer l'enfant dans un rythme et un calme qu'elle jugeait plus propices à ses besoins. La première fois qu'il y avait eu une autre femme, il lui avait fallu des semaines pour digérer. Elle se réveillait la nuit avec cette vérité qui envahissait son esprit, Joseph la trompait. Elle avait d'abord la sensation d'être dans un cauchemar. Mais elle finissait par s'éveiller, et s'apercevait dans un sursaut qu'il s'agissait de la réalité. De sa réalité. Ensuite, les nuits s'écoulaient sans qu'elle ne trouve plus le sommeil. Elle avait fini par pardonner. Mais assez rapidement, il y avait eu une autre fois. Peut-être avec la même femme. Alors elle avait su qu'avec Joseph, jamais elle ne pourrait vivre dans une fidélité des corps. Et il y avait tout le reste. Les rappels d'impôts laissés impayés, les vêtements sales et les canettes de bière vides étalés partout dans l'appartement, les instruments de musique, les objets récupérés qui s'amoncelaient dans toutes les pièces, les amis africains qui passaient à l'improviste, envahissant tout son espace. Ses attentes toujours déçues qu'il s'occupe de l'enfant, l'amène à l'école, au parc, ou lui donne le bain. Alors, elle avait décidé qu'il serait plus simple de vivre sans lui.

Ça lui avait manqué, l'odeur des ragoûts et du riz gluant dans l'appartement, le son des percussions qui meublait ses moments libres, et même les habits de Joseph qui traînaient un peu partout. Et bien sûr, sa chaleur et son corps lui avaient manqué, ce corps auquel elle s'était unie pour donner vie à leur enfant. Bien que délestée de l'inconstance financière de Joseph, sans sa présence, elle avait ressenti davantage la peur du lendemain. Elle s'était voûtée légèrement, et il y avait dans son regard à la fois quelque chose de triste et d'inquiet. Il y avait comme un poids qui pesait sur elle. Cette obligation de tenir, dans une vie à travailler et à s'occuper d'un enfant, une vie à compter pour les vêtements, les loisirs et l'avenir. Avec toujours cette peur latente que peut-être un jour la santé ne la lâche, ou que surgissent des difficultés liées à l'emploi, mettant en péril sa sécurité et celle de son fils.



Pourtant, avec les années, le sentiment de précarité s'estompa. Et elle se mit à goûter davantage encore au lien qu'elle avait créé avec le garçon, à son enfance qui lui semblait filer plus vite que le temps. Le samedi ou le dimanche, ils avaient pris l'habitude de préparer ensemble un cake sucré. Elle allumait la radio ou glissait un CD de musique dans la stéréo grise posée sur la table en bois foncé de la cuisine. Puis l'enfant cassait les œufs pour les fouetter, tandis qu'elle y ajoutait les proportions requises de sucre, de farine et de levure, de chocolat fondu, de noisettes moulues ou de bananes, selon la recette qu'ils choisissaient ensemble. Ils s'emplissaient de l'odeur du gâteau qui se répandait dans l'appartement, puis y goûtaient ensemble avec une boisson chaude. L'enfant avait gardé ce regard noir teinté de bleu qui lui venait de son père. Quand il avait fini de manger, il se levait pour se mettre contre elle dans un mouvement à la fois brusque et affectueux. Plusieurs fois par jour, il recherchait la main de sa mère pour la mêler à la sienne. Quand il lui arrivait d'être triste parce qu'elle n'avait pas d'homme pour partager les moments heureux et ceux du quotidien, elle regardait son enfant, qui lui répondait avec son large sourire. Ce sourire qui depuis le premier jour semblait lui dire, « ça va aller, maman ».

Par moments, elle avait craint d'être trop proche de l'enfant, sans un homme qui soit en mesure de le séparer d'elle, et tant leur affection l'un pour l'autre était grande. Puis il était entré au lycée. Il avait commencé à sortir comme le font les jeunes gens de

son âge. Cinéma, bars, concerts ou soupers. C'est à ce moment qu'elle avait rencontré le sculpteur. Elle passait le voir dans son atelier situé dans les hauts de la ville. Elle s'asseyait, longuement. Elle le regardait faire tout en le questionnant sur son travail, en lui racontant son lien avec l'enfant et son envie de peindre. Le sculpteur avait commencé à dormir chez elle, et elle chez lui. L'enfant était parti une année, un programme d'échange dans un lycée anglophone au Canada. Elle avait trouvé un nouvel emploi, un poste dans l'administration fédérale, doté d'un copieux salaire. Le sculpteur, lui, avait aménagé un espace dans son atelier pour la pousser à dessiner. Il l'avait encouragée de tout le savoir qu'il avait accumulé dans la solitude de son art.

Il n'y avait plus rien de voûté dans sa posture, ni aucune lueur de crainte dans ses yeux. Au contraire. Elle n'était pas une de ces femmes à la beauté précaire, dont le bonheur disparaît une fois que leur jeunesse est passée. Elle était de celles qui usent de la possibilité qui désormais leur est faite de prendre leur destin en main, de rebondir et de grandir. Son apparence s'était illuminée de la force qu'elle avait acquise en ne s'appuyant que sur elle-même.

Quand elle avait voulu savoir pour quelles études son fils s'était décidé, il lui avait annoncé, confiant :

– En septembre je commencerai l'architecture à l'EPFL. Elle lui avait répondu par un sourire qui éclairait tout son visage. | Nadia Boehlen

UN REPORTER À L'ÉCOUTE DES MIGRANT·E·S

Journaliste au quotidien *Le Temps*, Étienne Dubuis ne cesse de s'interroger sur les faits de société d'ici et d'ailleurs. À 25 ans déjà, l'homme sillonne le monde en tous sens. Il fait son premier voyage en Égypte, pays auquel il consacre de grands reportages sur l'archéologie, la montée de l'islamisme et l'œuvre de Sœur Emmanuelle en faveur des plus démunis. Il se rend ensuite au Nicaragua, où il rencontre Maurice Demierre, un paysan de Bulle, alors parti pour améliorer les conditions de vie de ses confrères d'Amérique latine, qui sera assassiné en 1986. On connaît aussi à Étienne Dubuis des périples en Inde, au Liban, au Soudan, en Afghanistan et au Chili, régions auxquelles il consacre de nombreux articles.

À partir de 1993, le reporter est engagé au *Nouveau Quotidien* édité à Lausanne jusqu'en 1998, puis il travaille pour le journal *Le Temps*. Si la rubrique internationale reste sa spécialité, il signe également des chroniques « sciences et environnement ».

En 2010, paraît *Sale Temps pour le GIEC*, ouvrage dans lequel Étienne Dubuis dénonce l'ambiguïté des prises de position sur la question climatique. « L'Occident vise d'une part à contrôler les ressources énergétiques et à dominer technologiquement le reste du monde. D'autre part, les pays du Sud, dans leur course au développement économique, focalisent leur attention

« JE VOULAIS LEUR DONNER LA PAROLE POUR QU'ILS NOUS PARLENT DE LEUR VIE ET DE LEUR PARCOURS. »

sur l'argent que le Nord devrait leur verser pour compenser leurs émissions massives de gaz à effet de serre dans l'atmosphère », écrit-il. Sans minimiser le danger du réchauffement climatique, l'enfant de



Le journaliste Étienne Dubuis a recueilli les témoignages de dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants originaires d'Afrique de l'Ouest, arrivés en Europe après la chute de Mouammar Kadhafi en Libye.

Vevey refuse que le sujet éclipse les projets urgents à mener contre d'autres fléaux sociaux tels que la faim et la pauvreté dans le monde.

Dans le souci de comprendre de près le parcours des migrant·e·s ouest-africain·e·s, cet ethnologue de formation s'est rendu en Italie en 2016. À l'issue d'une cinquantaine d'entretiens menés en Sicile, il publie un livre intitulé *Les naufragés. L'odyssée des migrants africains*. Cet ouvrage pousse la réflexion au-delà des chiffres et des mots abstraits couramment utilisés, tels que « vagues

et courants migratoires », pour désigner les êtres humains qui frappent aux portes de l'Europe. « Je voulais leur donner la parole pour qu'ils nous parlent de leur vie et de leur parcours », explique le journaliste. Vio-

lences, exploitation, kidnapping, travaux forcés sont quelques-uns des drames que les migrant·e·s ont confié au reporter soucieux de refléter leur rage de vivre dignement. Son ouvrage permet de mettre un visage sur les personnes que l'on accuse souvent de migrer pour des raisons économiques. | Déo Negamiyimana



Les naufragés. L'odyssée des migrants africains, Étienne Dubuis 2018, Paris, Éditions Karthala, 194 p.



PROGRAMME DE FORMATION 2019

Vous le savez : pour pouvoir défendre les droits, il faut les connaître. Toute notre équipe a mis en place un programme de cours rien que pour vous.

Nous vous attendons pour explorer ensemble différentes pistes d'action et de réflexion afin de construire un monde plus juste.

Inscrivez-vous maintenant !

WWW.AMNESTY.CH/COURS

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Schweizerisches Qualitätszertifikat für Weiterbildungsinstitutionen
Certificat suisse de qualité pour les institutions de formation continue
Certificato svizzero di qualità per istituzioni di formazione continua



AMNESTY INTERNATIONAL Section suisse
Speichergasse 33 . Case postale . 3001 Bern
T: +41 31 307 22 22 . F: +41 31 307 22 33
info@amnesty.ch . www.amnesty.ch
CCP: 10-1010-6 . IBAN: CH08 0900 0000 1000 1010 6